

# Chapitre 3

---

## Ma vie militante au sein du Parti Africain de l'Indépendance (1958-1967)

L'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) dirigée par Léopold Sédar Senghor est le premier parti politique auquel j'ai adhéré en 1957. J'ai milité dans la section de Fann Hock. Les réunions se tenaient au domicile de Mbaye Paye et de sa très dynamique épouse Thioumbé Samb. Au bout de deux mois, j'ai quitté ce parti qui était dirigé par des collaborateurs. Ainsi, je ne militais plus dans mon parti.

Le Parti Africain de l'Indépendance est né en septembre 1957 à un moment où j'étais en Chine.

Élève à l'École Nationale de la France d'Outremer durant l'année universitaire 1957-1958, j'ai adhéré au Parti Africain de l'Indépendance (PAI) où je devais retrouver mon cothurne, Ousmane Camara. Un noyau avait été créé au pavillon de la France d'Outremer où les membres participaient aux discussions sur les livres marxistes comme : *Que faire ? Un pas en avant deux pas en arrière ; Impérialisme, stade suprême du capitalisme ; L'État et la Révolution* de Lénine ; *Les principes du léninisme* de Staline ; *Les principes fondamentaux de philosophie* de Politzer. Il était de tradition dans le noyau de confier chaque semaine à un membre le soin de faire une minute politique où il devait analyser les grands événements politiques du monde. Il était procédé au contrôle des tâches confiées aux membres du parti.

### **Nécessité et opportunité de la création d'un Parti Africain de l'Indépendance**

La création d'un Parti Africain de l'Indépendance était-elle nécessaire ? s'interrogeait Alioune Badara Ba dans *La Lutte*, n° 10, un bimensuel du 15 février 1958.

Si l'on ne se contentait pas de déplorer la stagnation du mouvement de libération nationale en Afrique noire sous domination française, on ne pouvait que répondre affirmativement à la question posée.

Alioune Badara Bâ cherchait à analyser les raisons de la stagnation du mouvement national due à trois phénomènes. Il y avait l'absence d'une doctrine claire de libération, le carriérisme et l'opportunisme des « dirigeants » et enfin la nature, la fonction et les caractères des partis existants ou plus exactement des formations politiques existantes RDA, CAF, MSA.

Ce qui précède a été publiquement reconnu par les dirigeants de la Convention africaine. Mamadou Dia, dans son rapport devant le congrès constitutif de la Convention avait analysé les causes de la stagnation du mouvement de libération.

Créer un parti qui lutte pour l'indépendance et l'avènement du socialisme « scientifique » suscitait un grand débat à l'époque. Les dirigeants du Parti communiste français avait contesté la nécessité de créer en Afrique sous domination française un parti marxiste-léniniste. Ils avaient avancé l'argument selon lequel la base sociale du PAI reposant sur la petite bourgeoisie ne pouvait instaurer un régime prolétarien en Afrique.

De plus, en raison de l'inégal développement des territoires coloniaux, il n'était pas opportun de créer des partis prolétariens là où il n'existe pas d'industries et d'ouvriers.

Cette critique agaçait beaucoup les dirigeants du PAI. Avec le recul, il est nécessaire aujourd'hui de reconnaître la justesse de la critique. Le drame des nationalistes africains était de vouloir réaliser l'indépendance sans bourgeoisie nationale. Le drame des « marxistes » africains était de vouloir instaurer le socialisme sans prolétaires. Ces deux types de mouvements ont tous échoué. Il faut en tirer des leçons.

### **Mon passage au Parti Communiste Français**

J'ai adhéré au Parti Communiste Français pendant un an. Je militais avec Ousmane Camara à la cellule des Provinces de France, un pavillon situé à la Cité universitaire, boulevard Jourdan Paris XIVe. J'étais mal à l'aise dans ce parti très ouvriériste et anti-intellectuel. Dans la cellule, nous étions obligés quelquefois de faire la minute politique à partir de la lecture des journaux parisiens et en particulier de *L'Humanité*, l'organe d'expression du PCF.

Les préoccupations de ce journal étaient centrées sur les problèmes de la classe ouvrière française. C'était le silence total sur les problèmes africains. J'ai toujours refusé de vendre *L'Huma-Dimanche*. Je considérais que ce n'était pas la tâche qu'il fallait assigner à des étudiants. J'avais l'impression qu'au Parti communiste français, les intellectuels étaient culpabilisés et qu'ils avaient une dette à payer aux ouvriers.

De surcroît, je n'étais pas avec les dirigeants du Parti communiste français qui étaient hostiles à l'indépendance de l'Algérie et qui avaient voté les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet, secrétaire général de la

SFIO. Des dirigeants du PCF et notamment Jacques Duclos, traitaient les dirigeants du FLN de petits bourgeois aventuriers et d'agents américains.

Ma carte de membre du PCF a été saisie par la police de l'Air à Orly, lorsque je me rendais au Pérou en janvier 1959. Le journal *Fortune* a saisi cette aubaine pour soi-disant montrer que la FEANF est une organisation communiste.

Mon séjour en France et mes activités au sein du MEPAI m'avait incité à fréquenter la littérature marxiste. *Les principes du léninisme* de Staline était le premier ouvrage que j'ai lu durant le long voyage (8 jours) me menant de Moscou à Pékin au mois d'août 1957. C'est l'interprète soviétique qui m'avait offert cet ouvrage. Les livres étant à bon marché, j'en avais acheté quelques-uns aux Editions du progrès à Moscou.

Durant mon séjour parisien, je fréquentais la librairie du Parti communiste qui vendait les ouvrages classiques du marxisme, les revues comme *La Pensée*, *Economie et Politique*, *Démocratie nouvelle*, *La Nouvelle Critique*, *La Nouvelle revue internationale*, des journaux comme *France Nouvelle*, *Lettres françaises*. Cette librairie qui diffusait les ouvrages publiés par les Editions Sociales se situait au 24, rue Racine Paris 6<sup>e</sup>.

Je me rendais aussi au « Globe », une librairie se trouvant non loin du métro Odéon et qui vendait des livres édités par les Editions du Progrès de Moscou. Là, je pouvais me procurer des revues comme *Les Temps nouveaux*, *La Nouvelle revue internationale*. C'est à la Bibliothèque Sainte Geneviève que j'ai pu lire deux ouvrages qui m'ont beaucoup intéressé : *Introduction à l'histoire de la philosophie* de Jean-Toussaint Desanti (1956 Editions de la Nouvelle Critique vol. 7), *La théorie matérialiste de la connaissance* de Roger Garaudy (Presse Universitaires de France, 1953).

L'ouvrage de Desanti était novateur à l'époque. Il se singularisait par deux formes de critiques qui se complétaient rarement : la critique externe qui était relativement facile et la critique interne qui était difficile à cause de l'étude minutieuse de l'évolution des concepts utilisés par les auteurs. Desanti avait accompli un immense travail ingrat sur les ouvrages de Spinoza. Malheureusement, il n'avait pas continué ce genre de travail qui était très utile aux philosophes marxistes désirant travailler dans le domaine de l'histoire de la philosophie.

« Théorie matérialiste de la connaissance », la thèse de Roger Garaudy soutenue sous la présidence de Gaston Bachelard à la Sorbonne en 1953 et publiée aux Editions des Presses Universitaires de France avait suscité d'énormes controverses au sein des intellectuels du Parti communiste français.

Pierre Hervé était l'un des premiers à formuler des critiques à l'égard de cette thèse qui représentait un effort de bonne volonté et une somme de travail qu'on ne saurait évidemment sous-estimer. Roger Garaudy avait rassemblé tout un ensemble de faits et de textes, et notamment une intéressante documentation sur les recherches et découvertes des savants soviétiques. On ne pouvait que

regretter davantage qu'il n'ait pas consacré ensuite le temps indispensable à la réflexion et à la mise au point. C'est de là que provenaient sans doute les erreurs, grandes et petites qui avaient compromis la réussite de son entreprise.

Telle est la conclusion d'un article de Pierre Hervé : À propos de « La théorie matérialiste de la connaissance » de Roger Garaudy non publié par la revue *La Pensée*. Cet article est reproduit dans le livre de Pierre Hervé : *La lettre à Sartre et à quelques autres par la même occasion* (1955, *La Table ronde*, Paris, pp. 176-217).

L'article de Pierre Hervé contient de nombreuses remarques critiques intéressantes. L'ouvrage de Garaudy présente un grand nombre de confusions et d'erreurs de détail qu'il est impossible d'énumérer dans le cadre de son texte. Ce qui fait défaut à l'ouvrage de Garaudy, c'est la méthode dialectique. Sinon écrirait-il que « La géométrie n'est qu'un département de la physique expérimentale » (p. 241) ? Ne faut-il pas respecter la spécificité des sciences et ne pas les réduire les unes aux autres ?

Par ailleurs, la critique de Merleau-Ponty est faible. Garaudy ne s'est pas donné la peine d'analyser sérieusement les positions existentialistes, de les rattacher à celles des fondateurs de cette tendance philosophique, etc. L'explication par « la peur » est bouffonne tant elle est systématique.

Pierre Hervé estime que l'article de Victor Leduc comporte une appréciation d'ensemble exagérément élogieuse, malgré quelques critiques formulées.

Comme d'autres étudiants africains, j'ai assisté aux différentes semaines de la pensée marxiste organisées par le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) dirigé par le philosophe Roger Garaudy.

### **Les semaines de la pensée marxiste**

Durant une semaine, les intellectuels du Parti communiste français engageaient un dialogue scientifique avec des intellectuels non-marxistes sur différents sujets. Ainsi chaque année, était organisée une semaine de la pensée marxiste à la Maison de la Mutuelle, 24 rue Saint-Victor, Paris V.

Cette méthode a permis une première ouverture et les initiatives des débats publics prises dans le même esprit par le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Les « Semaines de la pensée marxiste » ont été le point de départ d'un très vaste dialogue des vivants, précise Roger Garaudy dans son très controversé livre : *Marxisme du XXe siècle* (1966 Collection 10/18, *Union générale des éditions* 1960:285).

*Marxisme et existentialisme* (Plon 1962) reproduisait les débats de la première « Semaine de la pensée marxiste », *Morale chrétienne et morale marxiste* (La Platine), Sténogramme du premier grand dialogue entre chrétiens et marxistes à la Mutualité en 1960, *L'homme chrétien et l'homme marxiste* (1974, La Platine) résumant les principaux dialogues qui ont suivi à Paris et à Lyon.

Le débat public de 1961 avec Jean Paul Sartre était publié sous le titre *Marxisme et existentialisme* (1962 Plon). Dès 1959, avec *Perspectives de l'homme (existentialisme, pensée chrétienne, marxisme)* (1959 PUF), Roger Garaudy chercha à apporter une contribution au développement d'un marxisme vivant. Pour ce faire, il engagea un dialogue direct et public avec l'existentialisme de Sartre, afin de poursuivre la tentative de « réconcilier Marx et Kierkegaard », en reconnaissant la sous-estimation par le marxisme officiel de la dimension de la subjectivité humaine (Cf. 1985, *Biographie du XXe siècle. Le testament philosophique de Roger Garaudy*, Présentation du Père Chenu, Editions Tongui, p. 129).

*Perspectives de l'homme* est un ouvrage que l'on retrouve dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains qui voulaient en savoir plus sur le marxisme et sur l'existentialisme du prestigieux philosophe de l'époque, Jean-Paul Sartre. Roger Garaudy fascinait les étudiants africains par son talent pédagogique et sa maîtrise de l'art de la vulgarisation de textes philosophiques compliqués et complexes.

Du 7 au 14 décembre 1961, un événement a secoué les milieux intellectuels de Paris. Intellectuels ? Pas seulement. Professeurs et étudiants étaient sans doute nombreux, mais des milliers de jeunes de toute provenance se sont joints à eux pour fabriquer les plus extraordinaires assistances que de mémoires de Paris on ait vu à la Mutualité.

Six mille auditeurs pour la grande salle le premier soir, autant le troisième, jamais moins de deux mille les autres jours dans les salles plus petites. Âge moyen, à vue de nez, vingt-deux ans. Tout cela pour assister pendant trois heures d'horloge en silence (sauf les acclamations) à des débats toujours idéologiques et parfois ardues organisés par le CERM (cf. *Europe* n° 393, janvier 1962).

Le numéro 193 de février de la revue *Europe* a consacré non pas un simple compte-rendu de la semaine, mais un article sur les thèmes abordés. Le thème de la semaine de la pensée marxiste qui a eu lieu à la grande salle B du mercredi 15 janvier au mardi 31 janvier 1964 était le matérialisme philosophique et le réalisme artistique.

La séance du mardi 21 janvier 1964 a été présidée par Pierre Abraham. Y sont intervenus Roger Garaudy, Armand Lanoux, Robert Laporyade, Jean Milhau, André Gisselbrecht. Les interventions ont été publiées dans la revue *Europe* (mars-avril 1964).

Sous la présidence de Jacques Duclos, Alfred Sauvy, André Piètre, André Bujoinet, Georges Gurvitch, Pierre Vilar, Gilbert Mury ont eu à traiter en 1963 du thème : *Matérialisme historique. Y-a-t-il une société industrielle ?*

Jean Piveteau, Jean Orcel, le Révérend Père Dubarle, Michel Vacher ont examiné les relations entre le matérialisme, la matière et l'histoire sous la présidence de Guy Besse.

Henri Faure, Roland Leroy, le Révérend Père Jolif, Jacques Milhau, sous la présidence de Georges Frishmann avaient essayé de répondre à une question. Pouvait-il y avoir une morale matérialiste ? Sous la présidence d'Eugène Aubel, le Dr Chauchard et René Nozeran avait traité de la conception matérialiste de la vie.

La semaine de la pensée marxiste a été organisée du 9 au 15 mars 1965 par le Centre d'études et de recherches marxistes sur le thème : « Mouvements de libération nationale, néocolonialisme, développement ».

Cinq soirées avaient été consacré à des questions fondamentales telles que :

- 1) Mouvements nationaux de libération (ce qu'ils ont de nouveau par rapport au XIXe siècle) ;
- 2) Le néocolonialisme ;
- 3) Les voies de développement (indépendance et socialisme, démocratie nationale) ;
- 4) De « l'aide », la nécessité d'une conception nouvelle et authentique de la solidarité) ;
- 5) L'apport des pays du « Tiers monde » à la culture universelle.

Les différentes semaines de la pensée marxiste étaient largement suivies par beaucoup d'étudiants africains.

### **Les conférences d'André Ribard**

Le premier lundi de chaque mois se tenait à la Maison de la Mutualité dans la grande salle une conférence animée par André Ribard qui était devenu un handicapé physique après trente mois de déportation en Allemagne. Beaucoup d'étudiants s'y rendaient volontiers. Ce brillant « tribun populaire » qui était très anticlérical et adversaire déclaré du Vatican est l'auteur de 11 ouvrages dont *La prodigieuse histoire de l'Humanité* (1946, Librairie Max Ph. Delatte. Dépositaire général pour la France, 133 rue de la Pompe, Paris). Cet ouvrage se retrouvait dans la bibliothèque de beaucoup d'étudiants africains. Ibrahima Wone, un étudiant sénégalais en médecine, dans sa préface au livre de son neveu Ciré Ly « *A la recherche d'une attitude religieuse valable : Christianisme ou Islam ?* » édité par l'Association Musulmane des Étudiants Africains – Dakar supplément au n° 7 de « *Vers l'Islam* » n'avait pas manqué de brocarder les conférences du lundi d'André Ribard. Il pensait que la lecture de l'ouvrage de Ciré Ly était plus profitable aux jeunes Africains évolués que la fréquentation des conférences de cet ancien préfet « L'Afrique en (du livre de Ciré Ly) tirera un bénéfice qu'il est permis d'escompter supérieur à celui que procure l'assiduité quasi-religieuse aux célèbres lundis d'un conférencier à succès du quartier Latin, nouvel oracle omniscient » (1946:11).

Les conférences d'André Ribard, qui n'était pas communiste, étaient l'occasion pour les étudiants africains de Paris de se retrouver et raffermir leurs

convictions patriotiques. André Ribard a eu des propos assez durs contre l'attitude d'Alioune Diop qui avait célébré avec beaucoup d'enthousiasme la nomination par le Vatican du premier archevêque africain dans le journal *Le Monde*.

Après 1960, année de l'Afrique, on assiste à un tournant décisif de l'histoire de l'Humanité. De nombreux faits politiques nouveaux sont intervenus. Il est temps de procéder à l'examen du problème tant de fois posé dans le parti et qu'on ne saurait longtemps éluder, celui du sigle du Parti.

### Débats autour du sigle du Parti

C'est un étudiant centrafricain, Touam Bona André Zanifé, le premier secrétaire territorial du MEPAI qui a produit un document ronéoté de 20 pages où il se prononçait en faveur du changement de sigle du PAI.

Trois caractéristiques de l'époque actuelle sont constituées par l'essor considérable des pays socialistes : le développement prodigieux du mouvement de libération nationale et le net déclin de l'impérialisme occidental.

T. A. Zanifé a affirmé des propos comme l'avance du camp socialiste sur le plan technique et scientifique et sa supériorité sur le plan stratégique. Cette analyse nous paraît très contestable. Elle est empreinte de parti pris. Selon le premier secrétaire du MEPAI, la coexistence pacifique renforce les alliés des mouvements de libération et la neutralisation de l'impérialisme américain face aux vieux impérialismes facilite la lutte des patriotes africains. Ces thèses n'étaient pas partagées par tous les membres du MEPAI qui craignaient le lâchage des progressistes et des communistes africains par les pays socialistes. La thèse de la coexistence pacifique était considérée comme un moyen pour les pays de l'Est de faire des compromis avec les pays occidentaux débouchant sur le ralentissement des mouvements de libération nationale en Afrique.

Pour conforter sa position, A. Zanifé cite Babacar Niang, deuxième secrétaire fédéral et membre du comité central du PAI qui, lors de sa conférence-débat sur 1960 : « Situation et perspectives politiques en Afrique noire », disait notamment « Depuis le mois de janvier 1960, il faut constater, et cela est perçu non seulement en Afrique, mais hors d'Afrique, que l'Afrique n'est plus et ne sera plus le continent muet et absent dont on décide du sort et qui n'a rien à décider. Il suffit, ajoutait notre camarade, de penser aux différents voyages d'hommes d'État, de journalistes, pour avoir une idée de l'indépendance que le monde extérieur attache à l'Afrique ».

Les leaders politiques africains s'en tenaient encore à des formules dépassées de négociations ayant essentiellement pour but de colmater les lézards du système colonial français moribond. Aucun d'entre eux n'envisageait l'indépendance réelle des États d'Afrique noire, leur unité et leur passage au système d'économie socialiste qui, seul, permettrait le développement rapide et harmonieux des pays africains selon T.A. Zanifé qui faisait preuve d'un optimisme sans borne.



Cependant, poussés par l'action du PAI et l'écho de ses mots d'ordre dans les masses, tous les leaders africains sont amenés à parodier les mots d'ordre d'indépendance et de socialisme. Ils sont même allés jusqu'à reprendre à leur compte les mots d'ordre des auxiliaires d'africanisation. En parodiant ces mots d'ordre pour garder la direction des masses déçues, ils les vident toutefois de leur contenu révolutionnaire. En tant que parti d'avant-garde, les membres du PAI avaient pour tâche normale de frayer le chemin, d'indiquer les premières voies à suivre, d'éveiller les premiers la conscience des masses. T.A. Zanifé cherchait à connaître les raisons pour lesquelles les leaders africains de droite réussissaient à priver pendant un certain temps du résultat du travail des militants du PAI.

D'abord ces dirigeants plus anciens que les militants du PAI sur le terrain politique bénéficiaient d'une certaine expérience et d'une relative confiance des masses populaires.

Ensuite, ces dirigeants n'étaient pas toujours démunis de toute intelligence et de toute capacité d'adaptation. Ils voyaient venir les événements et tâchaient de s'adapter aux changements.

Pour que la confusion régnant actuellement ne soit pas un frein au développement du parti, il faudrait mettre en avant le contenu du socialisme scientifique. On devait éviter toute confusion dont pourrait profiter la bourgeoisie autochtone faible et chancelante. De même, on devait éviter toute équivoque susceptible d'affaiblir le PAI en même temps qu'elle le priverait du soutien des alliés de classe sur le plan international.

Le problème du sigle actuel du parti se pose avec acuité. En 1957, quand le parti est né, l'appellation du Parti Africain de l'Indépendance déjouait la politique des « fusions » et prévenait la liquidation du courant anticolonialiste et anti-impérialiste en même temps qu'elle posait le problème de l'indépendance nationale comme jamais il n'avait été posé auparavant dans les masses.

Aujourd'hui, si le problème de l'indépendance reste plus que jamais actuel, le parti ne saurait se contenter de son sigle de Parti Africain de l'Indépendance (PAI). T.A. Zanifé pensait que le sigle actuel du parti créait une confusion qui, en définitive, profitait à la bourgeoisie. Il était en faveur d'un sigle qui correspondait à la nature d'un parti de type nouveau, un parti marxiste-léniniste. Il concluait à la nécessité d'adopter un sigle nouveau : PCA (Parti Communiste Africain) dont « le rôle est de mener la révolution démocratique et nationale jusqu'au bout pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne, elle-même, étape de la victoire finale du communisme en terre africaine ».

Le Parti Communiste Français avait beaucoup contribué à la formation des militants du MEPAI. Militant au MEPAI, je suivais les débats qui se déroulaient au sein du Parti communiste français et notamment la polémique qui avait opposé un jeune philosophe Lucien Sève et un vieux philosophe Henri Lefeb-



vre qui avait contribué, avec Guterman, à faire connaître Hegel et Marx entre les deux guerres en France.

### Les controverses au sein du Parti Communiste Français

Henri Lefebvre venait de publier un ouvrage : *La Somme et le Reste* (1959, Editions de la Nef, Paris, 2 volumes). Pour lui répondre, Lucien Sève avait écrit *La différence. Deux essais : Lénine, philosophe communiste – Sur la Somme et le Reste* d'Henri Lefebvre (1960, Les essais de la Nouvelle Critique, vol. 7).

Les étudiants africains qui adhéraient au marxisme ne se rendaient pas compte de l'ampleur de la crise idéologique qui sévissait dans le Parti Communiste Français et de leurs répercussions sur l'évolution des peuples africains. C'est pourquoi, il est utile de l'évoquer à travers la publication de certains intellectuels considérés comme hérétiques comme Henri Lefebvre, Pierre Fougeyrollas, Edgar Morin, Pierre Hervé, etc.

Dès les années 1958-1959, le marxisme était en crise dans le monde et singulièrement en France où il exerçait une forte influence sur les intellectuels et aussi sur les étudiants africains. Le dogmatisme stalinien régnait en maître dans le panorama politique et idéologique. C'était un crime que de mettre en cause l'orthodoxie stalinienne du Parti communiste français. Cependant, certains intellectuels communistes français avaient eu le courage, quelquefois avec certaines précautions de langage utiles à l'époque, d'avancer des critiques à l'égard de l'interprétation de la pensée de Marx qui avait cours en France. C'était le cas du philosophe Henri Lefebvre qui a été souvent vilipendé et calomnié. Roger Garaudy, théoricien officiel du PCF en matière de philosophie, nous a avoué, lors de la célébration du centenaire de la mort de Marx en 1983 à l'UNESCO, qu'il avait regretté certaines de ses attaques contre lui et qu'il ne n'est jamais, après son exclusion du PCF, inscrit dans aucun mouvement hostile au marxisme. J. M. Vincent a eu raison de le réhabiliter dans le numéro 1 de novembre-décembre 1959 du journal *Tribune étudiante*, mensuel des Étudiants de l'Union de la Gauche Socialiste. Son article était intitulé : « Le système, le philosophe et la politique ».

Il y a quelques années déjà, Jean-Paul Sartre croyait pouvoir constater que le marxisme était arrêté, que la rigidité dogmatique l'emportait peu à peu sur la souplesse dialectique chez la plupart des marxistes dont les travaux, selon lui, se distinguaient par une remarquable stérilité théorique. Tout le monde pouvait constater un recul du marxisme dans les milieux universitaires et intellectuels qui, après 1945, s'étaient sentis très attirés par lui.

Il s'agissait en fait d'une crise du marxisme, inextricablement liée à une crise du mouvement ouvrier dont il était jusqu'ici l'expression la plus achevée et la plus conséquente.

La coïncidence en 1956 de la crise du mouvement ouvrier des pays occidentaux et de la crise du stalinisme dans les pays du bloc soviétique n'a fait que

percer brusquement un abcès qui mûrissait depuis un certain temps. Beaucoup d'intellectuels communistes, directement mêlés à cette crise – Edgar Morin, Pierre Fougeyrollas entre autres – avaient essayé d'en tracer un bilan afin de s'en dégager. Mais aucun ne l'avait vécu avec autant d'intensité qu'Henri Lefebvre, aucun n'avait tenté avec autant de force de la surmonter et de restituer au marxisme toute sa plénitude, sa vigueur et sa jeunesse.

L'importance de l'ouvrage de Lefebvre est en étroite relation avec son rôle de défenseur et d'illustrateur du marxisme depuis les « années trente ». Alors que la tradition marxiste française, encore très pauvre, dépassait rarement le niveau d'un matérialisme mécaniste et fataliste, Lefebvre fut un des premiers à tenter de le présenter dans sa complexité, à essayer d'en faire une arme capable d'affronter les conceptions les plus affinées des grandes traditions intellectuelles françaises. Il était un critique de l'héritage culturel français. Cela se voit dans ses ouvrages sur Rabelais, Pascal, Diderot, Musset. Quels que soient les reproches ou les réserves qu'on puisse faire sur tel ou tel aspect de son œuvre, le marxisme français sans Lefebvre aurait été bien pauvre. Ce qui, pour une bonne part, donne du poids à « *La Somme et le Reste* », c'est que l'auteur critique le dogmatisme stalinien au nom des potentialités les plus prometteuses de son œuvre passée, au lieu de se laisser porter par les tendances au découragement et à l'abandon déclenchées par la crise.

L'axe principal de la critique et de l'autocritique de Lefebvre est la dénonciation du matérialisme dialectique comme système de type hégélien prétendant donner une réponse à tous les problèmes en fonction d'un certain nombre de principes qui sont inspirés par une interprétation matérialiste mécaniste de la dialectique hégélienne. Comme le jeune Marx le faisait pour le système hégélien, il critiquait féroce­ment l'aspect conservateur d'un système qui faisait de l'État (il s'agissait de l'État soviétique) le démiurge de l'Histoire et s'affirmait comme le dépositaire de la Vérité absolue et de la clé de l'Histoire.

A cela, Lefebvre oppose un retour aux sources, à Marx essentiellement qui, dans ses œuvres de jeunesse, voulait dépasser tout système. Il procède à une critique révolutionnaire et active de la pratique sociale. Marx n'écrivait-il pas, dans sa huitième « Thèse sur Feuerbach » : « Toute vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui conduisent la théorie au mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique ». Lefebvre considère que les conceptions théoriques de Marx sont plus justement cernées par l'expression « matérialisme historique » qui montre que le point de départ de la réflexion marxiste est la matière sociale et non la matière des sciences naturelles. Pour lui, il ne peut y avoir de dialectique de la nature, ni de conscience – reflet des choses et des processus objectifs. Le marxisme, à la limite, est plus près de l'idéalisme qui s'intéresse à l'aspect actif de la réalité humaine que du matérialisme vulgaire et le dépassement de la

philosophie n'est pas donné une fois pour toutes, mais suppose une appropriation critique toujours renouvelée et réexaminée des résultats de la pensée bourgeoise.

Avec beaucoup de finesse, H. Lefebvre souligne en outre l'empirisme et le pragmatisme des tenants du « système », complètement inévitable de leur dogmatisme. On peut discerner en filigrane ces nouveaux thèmes dans un livre ancien comme *La Pensée de Lénine*, paru en 1955. On peut le retrouver dans les *Problèmes actuels du marxisme*, paru en 1957. Mais c'est dans *La Somme et le Reste* qu'ils prennent toute leur intensité dramatique, car l'individu H. Lefebvre s'y insurge contre ce monde froid qu'est le système au nom de sa richesse humaine, de ses aspirations et de ses élans réprimés. Comme le dit l'auteur lui-même : « Ce livre obéit aux exigences de la subjectivité retrouvée. Il en a suivi les thèmes, les moments tels qu'ils se présentaient » (p. 707).

Certains y verront une faiblesse et même une erreur fondamentale. En réalité, la crise de l'individu et du philosophe est un élément important et significatif du moment de la libération de l'humanité. Les contradictions ne sont pas absentes, mais concourent également à donner à ce livre une vie foisonnante et complexe qui continue son chemin chez le lecteur.

Le dépassement de la philosophie que semblait promettre H. Lefebvre, passage à une philosophie de la Praxis, selon l'expression de Gramsci, ne s'opère pas. À aucun moment, Lefebvre ne critique le stalinisme en tant que pratique sociale. Il s'en limite à une critique du système en tant que système. Dans une étude : *A propos du livre d'H. Lefebvre, « La Somme et le Reste »* considérée comme légère, on peut relever les phrases de ce genre : « J'estime donc qu'il n'y a pas grand-chose à tirer de ces polémiques, que Trotski avait raison contre Staline et Staline contre Trotski (deux mégalomanes s'imaginant pétrir l'histoire et les hommes dans leurs mains puissantes), que tous les deux avaient tort en ne disant pas la vérité, et que Boukharine avait raison contre les deux en posant – jusqu'à un certain point – les vrais problèmes de l'accumulation socialiste » (p. 73).

Au livre d'H. Lefebvre, *La Somme et le Reste* (1969, La Nef de Paris Editions) a répliqué un jeune philosophe du Parti Lucien Sève par un livre : *La différence* (1960, Editions sociales) qui sera lu par certains étudiants africains. Ce philosophe aura maille à partir avec Roger Garaudy plus tard.

À côté de ces grands débats suivis par quelques étudiants africains, les autres en sont restés à la lecture des livres marxistes de vulgarisation. Dans ce cadre, Roger Garaudy a joué un rôle important dans la fréquentation intellectuelle des jeunes Africains à l'époque. Il avait le don de la simplification. C'est pourquoi, beaucoup de philosophes du PCF et Jean Paul Sartre n'avaient aucun respect pour lui.

La crise qui a sévi dès les premières années des indépendances est aussi un reflet de la crise intervenue au sein des intellectuels du Parti communiste fran-

çais encadrés par Louis Althusser. La figure de Roger Garaudy connaissait son crépuscule. Désormais, ce sont de jeunes philosophes de l'École Normale d'Ulm qui allaient prendre la relève. C'étaient l'aurore d'un marxisme antidogmatique qui combattait énergiquement l'humanisme marxiste défendu par Roger Garaudy.

Deux revues rivales, *les Cahiers Marxistes-Léninistes* (Les CML) et *les Cahiers pour l'analyse* étaient des revues des élèves de l'ENS. Les CML, publications du Cercle d'Ulm de l'UEC, ont paru dès 1965. Les sept personnes rejointes par Dominique Lecourt, Directeur de publication des numéros 9 et 10 rue d'Ulm ainsi que Roger Establet (promotion 1959), Pierre Machery (1958) et Etienne Balibar (1960), collaborateurs épisodiques (cf. Frédérique Matonti, 2005, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, La Découverte, pp. 49-50).

François Maspero prit la responsabilité de diffuser ces travaux. Les CML, au cœur d'une longue crise de l'UEC, travaillaient à construire une philosophie marxiste « scientifique ». Cette ambition prolongeait les séminaires de L. Althusser et en particulier ceux qui donnèrent lieu à la publication de *Lire le Capital* et de *Pour Marx*. Dans la préface à cet ouvrage, paru en 1965, L. Althusser annonçait qu'après le temps des « philosophes sans œuvre », où les « maigres ressources théoriques du PCF » ont engendré la « théorie des deux sciences » défendue par J.T. Desanti était venu le temps de « *La recherche de la pensée philosophique de Marx* ».

Louis Althusser aura une grande influence dans le milieu des étudiants africains qui se réclamaient du marxisme-léninisme. Il aura, au même titre que Kant, réveillé du sommeil dogmatique avec ses formules à l'emporte-pièce. Désormais, on ne parlait que de « coupure épistémologique », de l'invention d'une philosophie marxiste inexistante et à partir du *Capital*. Althusser avait fortement souligné le provincialisme linguistique français qui était à l'origine du sous-développement théorique français.

Désormais, l'influence de L. Althusser était telle que dans les travaux des étudiants marxistes affleuraient les distinctions entre mode de production et de formation sociale. S'appuyant sur la notion de mode de production asiatique, Boubacar Ly, étudiant en sociologie, écrivit un document sur les classes sociales dans le Sénégal précolonial. Quelques rares étudiants nationalistes, progressistes ou marxistes, se payaient le luxe de fréquenter les ouvrages de Roger Garaudy comme *Humanisme marxiste – Cinq essais polémiques* (Editions sociales 1957) et *Perspectives de l'homme* (1959, PUF).

Certains membres du MEPAI venaient de découvrir à travers Louis Althusser les travaux d'Antonio Gramsci. C'était le cas de Babacar Sine, étudiant sénégalais en philosophie. D'autres se lançaient à corps perdu dans les discussions relatives au mode de production asiatique ou à la fameuse distinction fortement établie par Louis Althusser entre mode de production et formation sociale.

L'influence d'Althusser aura une si grande importance sur les étudiants africains qui voulaient couper le cordon ombilical idéologique avec le stalinisme du « père du peuple » ou de « la locomotive de l'histoire », expressions utilisées par Georges Cogniot. C'est dans ce cadre qu'un petit groupe d'étudiants africains avait fait appel à des intellectuels communistes français pour les initier à la lecture du *Capital* comme Maurice Godelier sur la structure des trois livres du *Capital*, André Bouvier-Ajam, Jean Bruhat. Ce groupe ne vivra pas longtemps à la suite du décès de mon père Baidy Dieng survenu en février 1965 qui m'avait retenu au Sénégal jusqu'au mois de mai.

À mon retour définitif au Sénégal, la femme d'Althusser, Hélène, m'avait demandé d'écrire un texte sur les modes de production au cours d'un dîner organisé par Papa Kane, Directeur de l'École Nationale d'Économie Appliquée (ENEA) et Francine Morin, son épouse.

De 1960 à 1965, les militants du Parti Africain de l'Indépendance étaient sous l'influence du Parti communiste français qui avait tardé à accepter la désalinisation. La formation idéologique était assurée par ce même parti par deux voies : les cours élémentaires de marxisme donnés au Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) dirigé par Roger Garaudy ou la fréquentation des cours donnés à l'Université Nouvelle (UN), rue de Rennes, le soir qui étaient d'un niveau beaucoup plus élevé.

Les cours élémentaires donnés au 65, rue Auguste Blanqui qui étaient obligatoires pour les membres du PAI étaient sanctionnés par des examens. Les enseignants étaient encore sous l'emprise des idées défendues dans *Les principes fondamentaux de philosophie* de Georges Politzer mises à jour par Maurice Caveing et Guy Besse. Chaque leçon était suivie de questions auxquelles il fallait répondre.

Les militants qui voulaient perfectionner leur formation fréquentaient les cours du soir dirigés par Luce Langevin. Les cours étaient dispensés par des professeurs dont certains étaient remarquables comme Gilbert Mury, Georges Cogniot, Jean-Toussaint Desanti, Boccara, etc. Ils portaient sur l'histoire des sciences. Ils nous faisaient défiler les grandes figures de l'antiquité gréco-latine, Lucrèce, Leucippe, Platon, Aristote, Démocrite sans oublier les travaux des auteurs modernes comme les Physiocrates, David Ricardo, etc.

Ces cours étaient très enrichissants dans la mesure où ils nous donnaient des vues différentes de celles que l'on donnait d'habitude dans les lycées et les universités officiels. Ils comblaient d'énormes lacunes qui provenaient de l'absence d'un enseignement de l'histoire des sciences dans les universités françaises.

Cette période (1960-1965) était marquée par des divergences au sein du Parti communiste français. Elle était favorable à l'ouverture de grandes discussions avec des intellectuels qui n'étaient pas du même bord idéologique. Le grand chef d'orchestre de ces débats entre chrétiens et marxistes était Roger

Garaudy qui avait organisé au quartier Latin à partir de 1962 et notamment à la Mutualité les semaines de la Pensée marxiste où sont intervenus des non marxiste, et tout particulièrement des ecclésiastiques Ses deux thèses – l'une soutenue en 1953 à Paris *La conception matérialiste de la connaissance*, très critiquée par beaucoup de philosophes du parti ; la seconde en 1954 à Moscou *La liberté*, après une année passée à l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences – reflètent par leur sujet la subordination de ses activités philosophiques à ses fonctions politiques.

Ces semaines de la Pensée marxiste étaient bien suivies par certains étudiants qui étaient à la recherche de la vérité sur les problèmes posés par la pensée de Marx et qui étaient conscients de l'insuffisance de leur formation philosophique. La semaine de la pensée marxiste qui était consacrée à la discussion sur l'existence d'une dialectique de la nature a eu un énorme succès ; la salle était archicomble. De jeunes étudiants français, admirateurs de Jean-Paul Sartre, étaient venus nombreux écouter le langage ésotérique de leur maître à penser. Ce jour-là, il ne les a pas déçus en revenant sur les concepts de totalité totalisante. Nous nous sommes posé la question de savoir si les étudiants africains présents dans la salle avaient vraiment compris les enjeux de l'existence d'une dialectique de la nature dans le marxisme. Certains s'en tenaient à la thèse d'Engels qui avait écrit un ouvrage surtout parcouru à l'époque sur *Dialectique de la nature* (Éditions sociales). Jean-Paul Sartre était hostile à cette idée fermement défendue par Roger Garaudy. Cette séance mémorable était présidée par un physicien, Jean Orcel, membre du Parti communiste.

Une autre semaine de la Pensée marxiste était inoubliable ; car elle devait être à l'origine d'un dialogue entre intellectuels communistes et intellectuels chrétiens. Le père Chauchard très apprécié par Roger Garaudy y avait participé activement. Mais Gilbert Mury, autrefois militant chrétien devenu communiste, s'était montré très sectaire et particulièrement violent à l'égard de l'homme de l'Église.

La période 1960-1965 était une période de bouillonnement d'idées. Les philosophes tenaient le devant de la scène. En France, on pouvait noter l'adhésion à la pensée de Marx de beaucoup de professeurs de philosophie comme Pierre Fougeyrollas, Edgard Morin, Guy Besse, Maurice Caveing, Jean-Toussaint Desanti, René Maublanc, Georges Politzer, Paul Nizan, Henri Lefebvre, Roger Garaudy, Louis Althusser, Pierre Hervé, Jean Kanapa, Michel Verret. Les premières publications de Lucien Sève, *La différence* en 1960 et *La philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours* en 1962, violemment polémiques, sont autant de prises de position dans les batailles philosophiques du PCF. Le premier répond – le jeu des mots du titre désigne l'adversaire – à *La Somme et le Reste*, écrit par H. Lefebvre à sa sortie du PCF. L. Sève a été considéré comme hétérodoxe. En effet, dès 1962, il a attaqué L. Althusser au comité central. Il n'a pris la parole qu'à Choisy et Argenteuil pour critiquer symétriquement Garaudy et

Althusser et pour proposer une solution philosophique conforme à la stratégie politique du moment.

La France n'était pas un pays de grands philosophes comme pouvaient l'être les philosophes classiques allemands comme Kant, Fichte, Hegel, etc. Peu de philosophes avaient réussi à occuper le devant de la scène philosophique. Malgré le déficit philosophique français, Sartre et Althusser ont pu apporter des innovations remarquables dans leur discipline. Il faut ajouter à cette liste bien maigre un autre philosophe français, György Lukacs, présenté comme le philosophe du léninisme. Ce grand penseur hongrois écrivant ses textes en allemand était pratiquement inconnu des étudiants africains. Il était accusé par les staliniens d'être un traître à la pensée marxiste. Il était un pestiféré qu'il ne fallait pas fréquenter. Sartre, Lukacs et Althusser viennent d'être présentés d'une manière plus qu'audacieuse comme des marxistes en philosophie de la revue *Actuel Marx* (*Sartre, Lukacs, Althusser des marxistes en philosophie* sous la direction d'Eustache Kouvélkis et Vincent Charbonnier (2005, PUF).

Plusieurs auteurs expliquent que la *Critique de raison dialectique. I. Théories des ensembles pratiques précédé de Question de méthode* (Gallimard 1960) n'a pas eu l'attention qu'elle mérite. Son inachèvement n'explique pas de manière significative ce désintérêt. L'ouvrage parut au début des années 1960, à un moment où l'hégémonie intellectuelle de l'existentialisme, quasiment universelle dans l'immédiat après guerre, cédait la place cette nouvelle passion intellectuelle appelée structuralisme. L'attaque du « Mythe » sartrien de la Révolution française par Claude Lévi-Strauss (*La pensée sauvage*, Plon 1962) (attaque sans nul doute suscitée par l'assimilation sartrienne du structuralisme au cours des conférences qui présentèrent la première fois *la critique*) anticipe sur la version de François Furet, l'anticommunisme en moins. La conception sartrienne de la « structure » en tant qu'objectivation, « ossature inorganique », de la praxis refera surface et sera puissamment défendue, en 1972, par *l'Esquisse d'une théorie de la pratique* de Pierre Bourdieu qui marque bien par bien des côtés la fin de la pensée structuraliste. Mais l'autorité de Lévi-Strauss était suffisamment pesante du début des années 1960 pour légitimer une réaction généralisée et un mouvement de retrait des positions phénoménologiques en général.

Depuis, le structuralisme est passé de mode. Mais c'est la difficulté stylistique bien connue de la *Critique* qui se présente comme la raison essentielle pour laquelle ceux qui auraient dû se sentir par cet ouvrage l'ont tenu à distance. Cette difficulté linguistique suggère de son côté l'idée selon laquelle les philosophes n'ont pas à s'occuper de questions sociologiques, qui devraient être laissées aux spécialistes.

Sartre met à l'épreuve des catégories dialectiques d'Engels (car c'est lui que Marx lui-même, qui les a formulées le premier, dans *l'Anti-Dühring*) à des fins d'éclairage – c'est-à-dire de réécrire – de l'histoire, plus particulièrement, celle du vingtième siècle (jusqu'en 1960).



Cela revient à dire que Sartre s'empare d'une langue étrangère préexistante, celle des trois lois à la dialectique d'Engels : la transformation de la quantité en qualité (vice-versa), l'interaction des contraires et la négation de la négation. A partir de là, il tentera de réécrire les problèmes de la philosophie de l'histoire à un niveau d'intensité et d'abstraction philosophiques très différent de celui de la version marxiste orthodoxe de cette philosophie, la version de Staline du matérialisme dialectique.

Ce livre très difficile n'était guère connu ni des étudiants qui se réclamaient du marxisme ou des étudiants africains poursuivant des études de philosophie. Le sous-développement philosophique qui atteignait le milieu étudiantin concourait à la méconnaissance du philosophe hongrois, György Lukacs.

Louis Althusser a eu le mérite d'introduire chez les étudiants africains les enjeux d'une philosophie de la praxis et le débat qu'il eut avec Antonio Gramsci qui était complètement inconnu des Africains se réclamant du marxisme.

Michel Verret (promotion 1948) faisait partie de la première promotion d'élèves formés à l'ENS par L. Althusser, agrégé-répétiteur (nommé aussi caïman). Il avait influencé certains étudiants africains qui lisaient avec attention son livre : *Le marxisme et la religion* publié aux Editions sociales pour savoir quelle attitude adopter sur cette délicate question à leur retour en Afrique.

### **La formation politique des membres du MEPAI**

Dès les premières années de l'indépendance, la section du territoire de France du PAI (MEPAI) va accorder une très grande importance à la formation idéologique de ses militants. Le secrétariat à l'éducation va envoyer aux différents noyaux des directives idéologiques.

À la dernière conférence territoriale du Parti, il a été montré que le parti avait de grandes possibilités de développement. La bonne connaissance du marxisme-léninisme et de sa méthode était un impératif catégorique. Son usage était indispensable pour une meilleure appréhension des différents problèmes qui se posent aux pays africains.

Le secrétariat exécutif du territoire (SET) a alors décidé de renforcer la formation idéologique dans le Parti et de constituer des groupes nationaux d'études comme le recommande le comité central du parti.

### **La formation idéologique**

La grande particularité du territoire de France était que les militants étaient des intellectuels et que de grandes possibilités existaient pour donner aux camarades une bonne formation idéologique et en faire ainsi de futurs cadres dans les pays africains.

Dans ce cadre, plusieurs possibilités de formation ont été envisagées ou appliquées.

Le stage idéologique organisé en 1961 en faveur des cadres du Parti a donné des résultats très appréciables à tel point que le SET a décidé de reprendre la formule et de la développer en instituant ainsi deux styles de conférences.

Le premier cycle était destiné à tous les militants du Parti qui n'ont pas suivi le stage de l'année précédente. Il comprenait six conférences : le caractère de l'époque actuelle, la crise du système colonial, les classes sociales et la Nation, l'État, la démocratie, l'état de démocratie nationale, socialisme et communisme, le Parti marxiste-léniniste.

Le deuxième cycle était réservé aux militants du Parti qui avaient suivi le stage de 1961. Neuf conférences devraient être données : le matérialisme dialectique, le matérialisme historique, les différentes formes de propriété des moyens de production, l'exploitation capitaliste, la question de la guerre et de la paix à l'époque actuelle, le passage au socialisme à l'époque actuelle, l'État, le Parti.

L'importance du stage devait être bien saisie par tous les membres qui devaient obligatoirement suivre avec la plus grande assiduité, surtout pour ceux d'entre eux qui étaient responsables dans le Parti ou dans les organisations de masse. A cet effet, les différentes sections devaient communiquer au deuxième SET dans les plus brefs délais la liste de tous les membres militants en indiquant 1) leur territoire d'origine et les études poursuivies, 2) s'ils avaient déjà suivi un stage idéologique, 3) s'ils étaient ou avaient été inscrits à l'Université Nouvelle et à quel cours.

Le Parti avait prévu un programme idéologique en dehors du stage. Un nombre limité de sujets était traité au stage qui ne durait qu'une partie de l'année. Chaque noyau du Parti dresserait une liste de questions pour compléter son programme idéologique.

La plupart des questions traitées dans le programme idéologique des noyaux et au stage faisaient partie du programme des cours de philosophie et d'économie politique de l'Université Nouvelle permettant au Parti de réserver le stage et le programme idéologique complémentaire des noyaux pour d'autres questions. Il était recommandé aux sections de se pencher sur la question de l'inscription des militants à la rentrée prochaine de l'Université Nouvelle (1962-1963).

Le Parti conseillait aux militants de se procurer les livres et brochures suivants : *L'Histoire du PCUS*, *Le programme du PCUS*, *Les principes du marxisme-léninisme*, *Les principes fondamentaux de philosophie* de Politzer, *L'Économie politique* de Nikitine, *Qu'est-ce que le communisme ?* de Georges Cogniot, *Marx et sa doctrine* de Lénine, *Que faire ?* de Lénine, *l'État et la Révolution* de Lénine, *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, *le Manifeste du Parti communiste*, *Salaires, Prix et profits* de Marx : *Socialisme scientifique* de Staline, *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* de Staline, *La Déclaration des 81 partis communistes et ouvriers*.

À tous ses ouvrages ou brochures, il fallait ajouter : *Le Drapeau du Léninisme* recueil d'articles parus dans *La Nouvelle Revue Internationale*, après la conférence des 81 partis ; les cinq brochures éditées à Pékin sur Lénine. Il était recommandé aux militants de s'abonner à *La Nouvelle Revue Internationale*.

### Les groupes nationaux d'études

S'il est vrai que les différents pays africains sont politiquement indépendants mais économiquement dépendants, il est évident cependant que le néocolonialisme n'a pas partout le même aspect, les forces réactionnaires partout le même visage et les forces progressistes partout le même développement, la même expérience de lutte, etc. Ces inégalités dans le développement des différents pays entraînent des différences dans les formes de lutte. Chaque pays apporte son originalité dans telle ou telle forme de front démocratique, dans tels ou tels objectifs immédiats à atteindre etc. Seule une connaissance parfaite des particularités de toutes les questions qui se posent dans chaque pays permettrait d'élaborer la tactique qui convient à un moment donné de la lutte.

C'est pourquoi, le comité central du Parti a demandé au SET de France de constituer des groupes nationaux d'études comprenant des militants d'un même pays et chargés d'étudier certaines questions en tenant compte des particularités qu'elles revêtent dans chaque cas.

Comme ces études visent à informer et à développer le Parti, il était recommandé aux groupes nationaux d'inviter à participer à leurs travaux des sympathisants. Mais ceux-ci ne participeront en aucun cas à la rédaction des conclusions générales qui doivent être réservées au Parti pour être utilisées dans le travail de propagande et d'élaboration de la tactique.

En plus des sujets que les groupes nationaux choisiraient eux-mêmes, le comité central avait demandé au SET l'étude des quatre questions suivantes :

- 1) Le prolétariat dans les États africains d'expression française ;
- 2) Le problème agraire, la paysannerie et la différenciation des classes à la campagne dans les pays africains ;
- 3) Y-a-t-il une bourgeoisie nationale dans les pays africains ? Quel est son rôle dans le mouvement de libération nationale ?
- 4) Quels sont, du point de vue interne, les facteurs qui peuvent gêner ou favoriser le développement du Parti marxiste-léniniste dans les pays africains ?

Pour ces questions choisies par le comité central, seuls les militants du Parti participeraient aux discussions.

Pour terminer, le secrétariat à l'éducation du Parti mit en garde les militants contre le chauvinisme : « Les groupes nationaux d'études ne doivent pas se replier sur eux-mêmes car nous n'entendons pas constituer des groupes chauvins qui seraient ainsi plus stériles qu'utiles. « Il va de soi, en effet, que l'on ne

doit pas accorder trop d'importance à des particularités, les exagérer et ne plus voir le principal, la ligne générale de notre lutte qu'indique la doctrine de Marx et de Lénine.

Le MEPAI publiait un journal ronéotypé *Momsarew* dont je détiens encore le numéro 2. Dans cette publication étaient traités des problèmes de l'Afrique noire, et en particulier du Dahomey, de la Côte d'Ivoire, de Cuba et de la Tunisie. Y figurait aussi un communiqué du comité central du PAI à propos du procès intenté au camarade Majhmout Diop, Secrétaire général du PAI.

Dans la rubrique : *Notes de lecture*, il annonçait la création aux Éditions sociales d'une nouvelle collection « La bibliothèque du Centre d'études et de recherches Marxistes » constituant la « Petite Encyclopédie Marxiste »... Elle comporte 20 volumes dont la matière est tirée des 90 cours préparés par le CERM pour les étudiants cubains sur le matérialisme dialectique et historique.

Le premier volume de cette nouvelle collection venait de paraître ; il a pour titre « Pratique sociale et théorie ». Son auteur Guy Besse est un philosophe. La pratique, point de départ et aboutissement de la pensée marxiste, inaugure la collection.

En général, les cours donnés par les membres du Parti communiste français avaient lieu au 65, rue Blanqui Paris 13<sup>e</sup>, au siège du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM). Certains de ces cours étaient sanctionnés par des examens.

Après la territorialisation du Parti dont l'opportunité a été contestée par les étudiants non sénégalais et, en particulier par les étudiants dahoméens, le groupe national sénégalais s'est orienté vers l'étude des classes sociales dans le Sénégal précolonial. Il était utile de connaître la stratification sociale des différentes ethnies du Sénégal. Dans le document ronéoté, je montrais la nécessité d'étudier les classes sociales existantes dans les ethnies autres que Wolof et Hal Pular : « D'autres études consacrées à des populations comme les Jola, Balante de la Kasamans, les Peul du Ferlo, les Manding et Bassari de la Haute Kasamans, les Sérère du Baol, du Sine Saloum, etc. sont indispensables à la compréhension du Sénégal précolonial » (Boubacar Ly, 1965, *Les classes sociales dans le Sénégal précolonial*, p. 1, Paris).

Cette étude a été menée dans une atmosphère particulière. C'était la période de la dénonciation du « culte de la personnalité » et du dogmatisme stalinien. L'ombre de Louis Althusser a pesé sur ce travail. Le philosophe de la rue d'Ulm a réveillé les étudiants africains de leur sommeil dogmatique qui les a anesthésiés durant la période stalinienne. La théorie linéaire des cinq modes de production de Staline est battue en brèche. De nombreuses discussions sont organisées sur l'existence d'un mode de production asiatique, tributaire ou africain.

C'est pourquoi je concluais ainsi dans les remarques préliminaires de l'étude de Boubacar Ly : « Cet exposé nous invite à l'audace dans la recherche, mais aussi à la rigueur dans l'établissement et l'analyse des faits. Ainsi seulement, la formule 'Le Marxisme est un guide pour l'action et non un dogme' correspondra à une réalité profondément vivante et riche ».

La question des groupes nationaux était si importante que la conférence régionale d'octobre 1964 a eu à l'aborder.

#### **La conférence régionale des 10 et 11 octobre 1964**

Cette conférence a déploré la carence manifeste du MEPAI dans le domaine de la presse. Elle a fait des propositions susceptibles d'assurer la continuité et la parution régulière du journal du Mouvement. Elle a tenu à veiller à ce que les articles du journal ne reproduisent pas purement et simplement les articles des organisations de masse. À l'étude des problèmes syndicaux, le Mouvement devra apporter un éclairage que les organisations de masse ne peuvent pas donner. À la différence des articles des organisations de masse, ceux du journal du parti doivent être orientés vers la formation idéologique des militants.

À ce titre, la conférence a proposé pour cette année des articles sur neuf sujets suivants l'armée africaine : son rôle, sa nature, le socialisme africain, l'aide des pays socialistes, l'internationalisme prolétarien, la classe ouvrière, la bourgeoisie, bureaucratique : mythe ou réalité, les intellectuels et la révolution, la paysannerie, sa situation, les marxistes et le front uni.

La Conférence régionale d'octobre 1964 a examiné deux problèmes qui posent relativement la mise en place des structures décidées par le 1<sup>er</sup> Congrès du PAI pour le MEPAI : le problème de la participation des groupes nationaux (GN) à la vie du MEPAI et les divergences entre le MEPAI et les membres du GN du Dahomey. Ce congrès s'est tenu du mercredi 21 mars au samedi 24 mars 1962 (quelque part au Sénégal) avec deux jours avant un séminaire selon Majhemout Diop (2007 *Mémoires de luttés. Textes pour servir à l'histoire du Parti Africain de l'Indépendance*, Présence Africaine, p. 169).

#### **La participation des GN à la vie du MEPAI**

Les liaisons GN-MEPAI étaient presque inexistantes et que, par conséquent, la participation des GN à la vie du MEPAI se trouve limitée. Cette situation pouvait s'expliquer par le fait que les insistances du MEPAI ne s'étaient pas occupées sérieusement des GN. Par exemple, le seul travail demandé aux GN était la production d'études sur les classes sociales de chaque pays. Ce travail n'a pas été récupéré et systématisé par le SER alors que certains GN l'avaient accompli.

Cependant, cette explication ne justifie pas le piétinement, voire même la régression de certains GN. Cet état de choses trouve sa cause dans le manque

de dynamisme des membres des GN et dans le manque d'initiatives hardies de leur part en direction des étudiants de leur territoire.

La Conférence a aussi et surtout remarqué l'absence généralisée de pratiques aptes à faciliter la coordination du travail du MEPAI et des GN pour l'élaboration d'une ligne d'action et de son contrôle. C'est pourquoi la conférence a pris un certain nombre de mesures : rencontre de chaque GN avec le SER en début d'année pour une élaboration en commun de la ligne d'action du GN ; participation de chaque GN aux instances du Mouvement ; remise du résultat du travail des GN au SER en fin d'année universitaire ; le contrôle des militants envoyés dans les organisations de masse effectué d'abord au niveau des GN avec coordination au niveau des instances du MEPAI.

Enfin, la conférence a débattu d'une question très importante posée par le GN du Niger. Selon quelle procédure une adhésion au MEPAI devait-elle être acceptée ou refusée ? Le GN du Niger craignait en effet que les adhésions soient faites au niveau du MEPAI sans l'avis des GN qui étaient seuls véritablement habilités pour se prononcer sur l'intégrité morale d'un ressortissant de leur territoire.

La section de Paris a répondu à cela en indiquant les méthodes de recrutement déjà préconisées. Les adhésions devaient se faire au noyau avant de se faire au GN, mais avec le parrainage de deux membres du GN. Le délégué du GN du Niger a alors indiqué que la pratique dévoile une non application de cette procédure ; non application due certainement au fait que cette pratique a été insuffisamment portée à la connaissance des secrétaires exécutifs de section (SES) et des secrétariats exécutifs des noyaux (SEN) ; d'autre part, il l'a précisé de la façon suivante : si le GN n'avait pas de membres dans la section où une adhésion devait être examinée, le SES devait aviser la direction du GN qui aurait à se prononcer avant l'adhésion. Cette suggestion a été adoptée par la Conférence.

### **Les divergences entre le MEPAI et le GN du Dahomey**

Les membres dahoméens du PAI ont posé au cours des débats deux questions :

- 1°) Quelle est la tâche du GN ?
- 2°) Quelle est la place du GN dans le MEPAI ?

Pour eux, tout problème qui se poserait proviendrait de la réponse donnée à la première question. Les membres dahoméens du PAI considèrent que le GN est un « laboratoire pour la formation des cadres » et ils laissent de côté le rôle essentiel du GN, à savoir œuvrer à l'implantation des partis marxistes-léninistes en Afrique en vue de créer des sociétés socialistes africaines. C'est ce qui expliquerait leur opposition à la formule retenue dans les statuts du MEPAI : « ...pour la construction d'une société socialiste sénégalaise... ». C'est cette divergence qui, d'après eux, explique leur désengagement dont la manifestation

extérieure se traduit par une baisse de leur militantisme (absence aux réunions des noyaux, refus d'assumer des responsabilités dans les instances du MEPAI).

La Conférence leur a répondu qu'il n'y avait pas divergences quant à l'appréciation du rôle du GN qui devaient œuvrer à l'implantation de partis marxistes-léninistes en Afrique. L'expérience des autres GN n'avait révélé aucune contradiction entre cette conception et la pratique ; au contraire tous les autres GN sont d'accord pour dire que la pratique actuelle favorise et facilite la réalisation de l'objectif essentiel du GN. Le problème litigieux doit plutôt concerner le contrôle du PAI sur le MEPAI et donc sur les GN, mais tous les autres GN apprécient cette disposition comme entrant dans la logique des liaisons statutaires entre un parti marxiste-léniniste et son organisation de masse ; elle est d'autre part riche en potentialités et ne crée pas un frein à l'action pratique des GN pour la réalisation de leur objectif.

La Conférence a constaté la baisse du militantisme des membres dahoméens du MEPAI et leur a demandé de formuler leur position sur la proposition d'amendement faite aux statuts du MEPAI par le comité central du PAI. Les délégués du GN du Dahomey ont fait savoir que cette proposition pose une alternative inacceptable pour le GN ; ou bien les membres dahoméens du PAI l'acceptent, ou bien ils se retirent. D'autre part, les délégués du GN ont déclaré ne pas pouvoir se prononcer sur cette proposition d'amendement car ils n'avaient pas pu consulter toutes les organisations de base en raison des vacances.

La Conférence n'a pas accepté l'interprétation qui consistait à dire que la proposition du comité central posait une alternative au GN du Dahomey. Elle s'est étonnée qu'après plusieurs mois, les membres dahoméens du MEPAI ne soient plus en mesure de se prononcer sur elle. Une proposition a été adoptée par la conférence pour essayer de résoudre le problème.

Premièrement, la procédure consistant à échanger des points de vue méritait d'être continuée en apportant aux membres du GN les explications de la conférence et du comité directeur sur les problèmes soulevés.

Deuxièmement, jusqu'à ce qu'intervienne une décision définitive, les membres dahoméens du PAI étaient invités à continuer à militer et à prendre des responsabilités dans le MEPAI.

Troisièmement, la discussion devait être au niveau de tout le Mouvement. Le Comité central du PAI était tenu d'être informé de ces discussions.

Quatrièmement, en cas de non accord définitif, le GN du Dahomey pourrait rencontrer le nouveau SER pour définir une base d'action commune.

La question des groupes nationaux et des divergences politiques opposant le groupe national et le MEPAI a été discutée lors de la conférence régionale du 11 juillet 1965.

En raison de la gravité des problèmes soulevés par le groupe national du Dahomey, le Secrétariat exécutif de la région (SER) a diffusé des informations relatives à cette question dans les bulletins intérieurs 4, 5, 6, 7 et 8. Dans le



numéro 8 du bulletin figure le compte-rendu de la conférence régionale du 11 juillet 1965.

Après lecture par le SER du texte du comité directeur sur les divergences avec le GN du Dahomey et lecture par la délégation du GN du Dahomey de sa lettre sur la territorialisation le MEPAI et les groupes nationaux, il y a eu des débats passionnés. Les groupes nationaux du Sénégal, de la Haute-Volta, de la Guinée, du Togo, de la République Centrafricaine et des sections de Toulouse, de Grenoble, de Paris, de Lyon, y ont participé.

Le secrétariat exécutif régional (SER) a évoqué le congrès dit de la « Territorialisation du PAI » pour dire qu'il n'était pas question d'exporter la révolution dans d'autres territoires. Mais il était inconcevable d'avoir une organisation d'intellectuels dits marxistes-léninistes en France sans un parti de base. L'acceptation du contrôle du MEPAI par le comité central avait été admise jusqu'à ce qu'il soit possible pour les militants non sénégalais de créer des partis dans leur pays.

Tous les groupes nationaux ont soutenu que la nouvelle structure du Mouvement ne gêne pas les groupes nationaux.

On a évoqué le problème du Mali, de la Guinée après la territorialisation. Mais ce sont là des problèmes différents. De toute façon, en dehors de conseils fraternels, il n'y a jamais eu de directives précises adressées au GN les sommant de travailler dans tel ou tel sens. Le cas du Mali était antérieur à ce problème de GN. Il a été tranché avec le gouvernement du Mali. Dans le cas du Congo, pour le moment, on les a aidés en faisant des recommandations fraternelles.

Les membres du GN de Guinée estimaient nécessaire d'accorder plus d'importance au GN. Un contrôle serré serait une entrave. Il y a eu de ce fait un différend entre Seyni Niang et les membres guinéens du PAI. Ces derniers pensaient qu'on ne pouvait pas obliger les GN à se soumettre à la tactique du PAI Sénégal. Il devait en être ainsi avec tout autre parti marxiste-léniniste Africain.

La conférence du 11 juillet 1965 tira la conclusion selon laquelle le *statu quo ante* ne pouvait plus être maintenu. Le problème dit « du GN » du Dahomey était devenu un problème des groupes nationaux. Dans ces conditions, toute solution devait être recherchée dans le sens non d'une réforme des structures du Mouvement, mais d'une liaison. En France, le PAI Sénégal et les groupes marxistes-léninistes africains autonomes ou non du MEPAI devaient constituer un front marxiste-léniniste Africain.

La thèse de l'état de démocratie nationale a été longuement discutée au sein du MEPAI et dans les publications du Parti communiste français.

### **La thèse de l'état de démocratie nationale**

Les immenses progrès des sociétés socialistes et le développement considérable des mouvements de libération nationale dans les pays d'Afrique et d'Amérique

Latine étaient les deux faits majeurs retenus à la lumière des études marxistes-léninistes du XXIIe congrès du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) tenu en novembre 1960. C'est à cette occasion que la déclaration dite des 81 partis communistes et ouvriers fit état pour la première fois de la « Thèse de l'état de démocratie nationale ».

B. Ponomarew apparaissait comme le théoricien attitré de cette nouvelle trouvaille. Son texte *A propos de l'état de démocratie nationale* a été traduit du Russe au français dans le numéro de novembre 1961 des *Cahiers du communisme*.

Jean Chesnaux, un historien du PCF, a été chargé d'expliquer le contenu et la signification de la démocratie nationale dans un article : « Qu'est-ce qu'est la démocratie nationale ? » dans *La Pensée* (n° 118 novembre-décembre 1964).

Pour définir ce nouveau projet, il a dégagé cinq caractères :

- 1) La démocratie nationale se définit d'abord par l'unité de la lutte anti-impérialisme et de la lutte anti-féodale, de la lutte pour l'indépendance et de la lutte pour la démocratie ;
- 2) Elle est inséparable de la lutte pour la coexistence pacifique dans le monde ;
- 3) La formation d'un état de démocratie nationale consolide le processus de consolidation des nations en Asie et en Afrique ;
- 4) Quelle est la base de classe de la démocratie nationale et quelle est son expression politique ?

Jean Chesnaux se livre, avec force détails, à l'étude de la genèse de la théorie de la démocratie nationale.

Un des grands problèmes posés aux mouvements de libération nationale est celui de la stratégie révolutionnaire dans les pays sous-développés. La conception antérieure tendait à rejeter en bloc dans le camp de l'impérialisme des États nouveaux qui n'étaient pas socialistes. Ce manichéisme marquait le célèbre rapport Jdanov de 1947 sur les deux camps du monde.

Dans tous les cas, la stratégie proposée aux mouvements de libération nationale était une stratégie subordonnée qui ne donnait pas la priorité à leurs besoins et à leurs possibilités.

Au cours du XXe congrès du PCUS, cette ligne a été critiquée par exemple dans le rapport Kuusinnen qui flétrissait le sectarisme à l'égard des bourgeoisies nationales. On soulignait que cette tendance remontant au VIe congrès de l'Internationale (1928), au lendemain des déceptions provoquées par la volte face de Kémal Ataturk et la trahison de Tchiang Kai-Chek. Cette critique du sectarisme à l'égard des bourgeoisies nationales contenait en germe la thèse de la démocratie nouvelle.

À l'époque de l'Internationale communiste, à l'époque aussi de la Seconde Guerre mondiale, un programme de la démocratie telle que Jean Chesnaux tente de la définir a été formulé et appliqué dans divers pays : les débuts de la

révolution mongole de 1921, la première étape du kémalisme, la base révolutionnaire de Canton à l'époque de Sun Yat-Sen (1923-1926) et le programme du Viet-Minh de 1941.

Ces quatre précédents (mongol, turc, chinois, vietnamien) présentent la même unité fondamentale (indivisibilité de la lutte démocratique et de la lutte anti-impérialiste), mais aussi la même diversité concrète de base de classe et de régime politique, tantôt la direction appartenant à la classe ouvrière elle-même et à son parti (Vietnam), tantôt à un bloc auquel participait la classe ouvrière mais dont elle n'avait pas la direction (Canton sous Sun Yat-Sen), tantôt à un mouvement révolutionnaire non prolétarien passé sur les positions du socialisme (Mongolie), tantôt à la petite bourgeoisie civile et surtout militaire que les communistes soutenaient de l'extérieur (Turquie kémaliste).

Jean Chesneaux examine l'évolution politique des pays afro-asiatiques depuis qu'a été formulée en 1960 la thèse de la démocratie nationale. Il constate que dans la majorité de ces pays, les faits ont confirmé le bien fondé de cette thèse ; c'est-à-dire que de nouveaux pas ont été faits dans la voie de la démocratie et de l'indépendance dans la voie non capitaliste. Il cite un certain nombre de pays comme Ceylan, l'Indonésie, le Ghana, la Guinée, le Mali, Zanzibar, Congo Brazzaville. Il est obligé d'avouer que l'évolution vers la démocratie nationale semble avoir rencontré des difficultés en Guinée depuis deux ans, pour des raisons qui n'ont d'ailleurs pas été étudiées de façon approfondie.

Remarquons que les chercheurs communistes français ne pouvaient pas étudier de façon approfondie les raisons qui étaient à l'origine des difficultés rencontrées en Guinée. Le Parti communiste français soutenait aveuglement le parti de Sékou Touré qui réprimait les nationalistes et les membres du PAI guinéen.

Par ailleurs, la notion de démocratie nationale a été imposée par les 81 partis communistes et ouvriers qui ont littéralement ignoré le point de vue des patriotes africains marxistes et non-marxistes.

B. Ponomarev a cherché à définir l'état de démocratie nationale en ces termes : « La base de l'état de démocratie nationale, c'est le bloc de toutes les forces progressistes, patriotiques de lutte pour l'entière indépendance nationale pour une large démocratie pour l'accomplissement jusqu'au bout de la révolution anti-impérialiste, anti-féodale, démocratique » (cf. *Projet programme XXIIIe congrès*, PCUS, p. 46).

Cette thèse a été largement discutée dans les instances du MEPAI. Elle a été rejetée par beaucoup de militants. Les dirigeants des partis communistes européens avaient choisi de travailler avec les gouvernements des pays africains nationalistes au détriment des partis se réclamant du marxisme comme le PAI.

Ponomarev avançait la thèse selon laquelle il y aurait trois phases dans la lutte. Dans une première phase constituée par la lutte de libération nationale,

toutes les forces patriotiques des nations s'unissent dans la lutte pour accéder à l'indépendance.

Dans une deuxième phase, des contradictions surgissent au niveau des intérêts fondamentaux des classes. C'est alors que la dictature du prolétariat s'avère impérieuse.

De même, au stade de l'État indépendant de démocratie nationale, trois ennemis principaux : l'impérialisme étranger, les féodaux et les bourgeois nationaux sont à neutraliser.

Cette thèse de Ponomarev a été vigoureusement discutée dans une réunion du MEPAI en 1966. Le militant qui avait présenté un exposé critique sur cette question n'a pas manqué d'invoquer le coup d'État militaire intervenu en 1966 au Ghana et la contre-révolution indonésienne qui a fait couler le sang de centaines de militants communistes. A l'époque, l'Indonésie était présentée comme un pays à état de démocratie nationale. Ce pays a été le théâtre des massacres, des assassinats de militants communistes, du renversement de Soekarno et son remplacement par les militaires.

Devant ce nouvel événement de l'histoire, plein d'enseignements, beaucoup de militants du PAI, y compris moi-même, n'ont pas manqué de dire que la thèse de l'état de démocratie nationale leur semblait fort vulnérable. C'est pourquoi, quand Ponomarev nous dit que « La thèse de l'état de démocratie nationale est une thèse marxiste-léniniste », nous disons que cette affirmation ne nous paraît pas dialectiquement bien fondée. Cette thèse très discutée dans le milieu des étudiants africains fera l'objet d'études dans les publications du Parti communiste français.

Au sein du noyau de la FOM, des discussions furent engagées sur la notion d'état de la démocratie nationale pour connaître sa vraie nature. Cet état de démocratie nationale a été présenté comme un « instrument de développement non capitaliste des pays sous-développés ».

À ce propos, il s'est agi de savoir si pour ne pas jeter la confusion dans l'esprit des militants du MEPAI, étant donné le fait que ce concept élaboré par les 84 partis communistes et ouvriers n'a eu aucun écho dans la pratique en Afrique, il ne vaudrait pas mieux abandonner un tel thème ou formuler des réserves relatives à ses implications.

### **Les activités de l'Université nouvelle**

J'ai suivi d'une manière assidue les cours de l'Université nouvelle qui avaient lieu tous les jeudis à 20 heures 45, au 44 rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup> (face au métro Saint Germain). Cette Université nouvelle, a été ouverte après la libération pour remplacer l'Université ouvrière interdite sous l'occupation allemande. Georges Politzer, un philosophe communiste qui sera fusillé par les Allemands en 1942, donnait des cours dans cette université ouvrière. Le cours sera édité par un de

ses élèves, Maurice Le Goas. Il sera publié sous la rédaction de Jean Kanapa en 1946 sous le titre *Les principes élémentaires de la philosophie* de Politzer. Il sera réédité en 1954 par Maurice Caveing et Guy Basse, tous deux agrégés de philosophie et membres du Parti communiste français sous le titre *les principes fondamentaux de philosophie*.

Dans son ouvrage *Marxisme du XXe siècle* (1965, Union générale d'éditions collection 10/18), Roger Garaudy s'est montré très critique à l'égard de ces « Manuels ». A diverses régressions idéalistes, la direction du parti avait opposé, en philosophie, le rempart d'un matérialisme sommaire qui n'était souvent qu'une reprise, à peine modernisée du matérialisme français du XVIIIe siècle et des simplifications polémiques des Jules Guesde et de Paul Lafargue, quand ce n'était pas du positivisme et du scientisme. R. Garaudy ajoute : « Les ouvrages les plus caractéristiques à cet égard furent les successives rééditions sous forme de « Manuel » de notes prises avant la guerre, lors des cours de Georges Politzer, qui avait écrit, quelques années plus tôt, les œuvres les plus fortes de la pensée marxiste » (1965:292).

A la lueur de cette remarque, on devinait les énormes désastres idéologiques causés chez les étudiants de Dakar qui l'utilisaient dans leur cercle d'étude et chez les étudiants de France qui en faisaient leur bréviaire.

Dès 1956, R. Garaudy interdit la réédition de sa thèse qui est son « plus mauvais livre ». Il écrit : « Elle contient, tout comme le « Manuel », des éléments utiles, mais l'orientation générale en demeure pré-hégélienne et même précritique, ce qui nous ramène, comme tous les ouvrages de cette période, à une forme pré-marxiste du matérialisme » (1956:292-293).

Cet ouvrage m'avait séduit par sa clarté. Il m'intéressait parce que je poursuivais mes études de philosophie à la Sorbonne. J'étais passionné par les problèmes relatifs à la théorie de la connaissance. Après avoir obtenu mon diplôme d'études supérieures de sciences économiques (mention assez bien). Cette année-là, j'avais choisi d'être interrogé en philosophie économique. Je suivais, en même temps que mon professeur d'économie Daniel Villey, un cours public de philosophie de Paul Ricœur qui portait sur « l'interprétation ».

Ma passion pour la philosophie et notamment pour les questions d'épistémologie m'avait poussé à fréquenter les cours de l'Université Nouvelle de 1963 à 1966 en même temps que mon épouse, Adamadian Diallo, étudiante en physique et chimie à la Sorbonne.

Dans le cadre d'une esquisse d'une histoire de la pensée scientifique, dix-neuf conférences ont été consacrées à l'œuvre de Marx et d'Engels sous la direction de Luce Langevin. Les cours avaient lieu tous les jeudis à 20 heures 45, 44 rue de Rennes Paris 6<sup>e</sup> (face au métro Saint Germain). Ces conférences étaient éditées en fascicules au prix de 5 F l'exemplaire. J'ai gardé une collection de ces fascicules. Parmi les professeurs, on peut citer quelques-uns comme

Georges Cogniot, Pierre Juquin, Jacques Chambaz, Gilbert Mury, Paul Labérenne, Roger Garaudy, Guy Besse, Jean Bruhat, etc.

Militant au sein du groupe national sénégalais, je n'étais guère satisfait de la formation qu'on nous donnait. Je me suis entendu au cours du dernier trimestre de l'année 1964, avec quelques étudiants membres du MEPAI pour entamer l'étude du *Capital*, œuvre majeure de Karl Marx et d'Engels totalement méconnue par les étudiants africains.

Le Parti communiste français nous a prêté un local au 5 rue Git-le-cœur Paris 5<sup>e</sup>. J'avais contacté quelques éminents intellectuels communistes comme Maurice Godelier, Maurice Bouvier Ajam et Jean Bruhat.

C'est Maurice Godelier, philosophe, ancien normalien et assistant de Claude Lévi-Strauss, qui a commencé à nous exposer la logique et la structure du *Capital*. Il a beaucoup insisté sur l'articulation des trois livres qui composaient le *Capital*. Le premier livre traite du procès de production, le second de la circulation et le troisième du procès d'ensemble. Cet exposé a contribué à nous inciter à lire les huit tomes de l'*opus magnum* des fondateurs du marxisme.

Le second exposé a été présenté par Maurice Bouvier Ajam, un économiste qui s'est beaucoup intéressé aux auteurs mercantilistes et à Frédéric List, l'auteur de *Système national de l'économie politique* (1842).

Jean Bruhat, auteur d'un ouvrage sur la Confédération générale du travail (CGT), n'a pas pu nous faire un exposé sur le mouvement syndical français, le groupement que nous avons constitué s'était disloqué à la suite de mon voyage au Sénégal motivé par le décès de mon père survenu en janvier 1965. Je fus condamné à rester au Sénégal pendant quatre mois. Je laissais mon épouse Adamadian Diallo à la maison de l'AOF sise boulevard Poniatowski Paris 12<sup>e</sup>. C'est en mon absence que mon fils aîné Baidy Dieng est né à l'hôpital Saint Antoine le 20 mars 1965. Ce sont des camarades du MEPAI qui se sont occupés de ma famille.

Le Parti Africain de l'Indépendance a connu de nombreuses crises. Il y a eu des luttes au sein de la direction. Me Babacar Niang ayant été exclu du comité central est venu m'exposer son point de vue en 1965 en tant que secrétaire du MEPAI.

Les divergences sino-soviétiques ont eu d'énormes répercussions sur la vie du PAI. Des courants de pensée commencèrent à diviser les militants dont certains se réclament du maoïsme, d'autres du soviétisme.

Sur ces entrefaites, la section MEPAI de France a été secouée par le comportement politique et moral du secrétaire général Majhemout Diop qui cherchait coûte que coûte à rentrer au pays.

### Les explications de Majhemout Diop à Prague en juillet 1966

Je fus mandaté par la section territoriale du MEPAI pour aller à Prague rencontrer les responsables du PAI comme Amath Dansokho, Majhemout Diop et Will Mac Lorin, un guadeloupéen se réclamant du marxisme. Ce dernier qui sera en 1968 conseiller technique du ministre de l'éducation du Sénégal Assane Seck n'inspirait guère confiance à certains militants comme Mamadou Lo, mon adjoint au Secrétariat du MEPAI. Son statut au sein du comité central du parti faisait l'objet de contestations.

Mamadou Lo ayant refusé de venir avec moi, je fus accompagné par Magatte Thiam qui n'exerçait aucune responsabilité à la direction du MEPAI. C'était en juillet 1966, à une période où les compétitions relatives à la coupe du monde se déroulaient. J'étais mandaté par la section de France pour demander des explications sur un certain comportement moral qu'a eu le secrétaire général du PAI à Bamako et qui était de nature à discréditer le parti et sur les raisons qui l'ont amené à nommer Fara Ndiaye chef des intellectuels, alors que certains militants du MEPAI ne lui faisaient plus confiance.

Les explications données par Majhemout Diop n'ont pas été convaincantes. Ce dernier avait comme souci principal de rentrer au pays. Il évoqua les relations amicales que j'avais avec Ousmane Camara, directeur de la sûreté. Mais je lui fis comprendre qu'il n'est guère question pour moi d'intervenir auprès d'Ousmane Camara.

Au cours des discussions, il nous précisa qu'il a volontairement agressé les communistes chinois. De plus, il me proposa un voyage au Mali pour me reposer. J'ai décliné cette offre. Il me remit de l'argent en dollars que je devais remettre au MEPAI. J'ai pris Magatte Thiam pour témoin. A mon retour, j'ai changé l'argent en francs français que j'ai remis au Parti en fournissant la feuille de change. Cette réunion de Prague m'a permis de tirer beaucoup de leçons. J'y ai obtenu des informations incroyables sur la vie du parti, inconnues des simples militants.

Premièrement, les dirigeants cachent beaucoup de choses aux militants. Dans les partis marxistes-léninistes, c'est le centralisme qui l'a emporté sur la démocratie.

Deuxièmement, les dirigeants en exil, coupés des réalités de leur pays, sont facilement manipulables par des grands partis communistes européens. Ils servent de marge de manœuvre dans les controverses idéologiques. Ils deviennent partisans des thèses des partis qui les reçoivent, les hébergent et les financent.

Troisièmement, les leaders en exil ont tendance à mener une très belle vie dans les hôtels, souvent dans des suites ou dans les boîtes de nuit. Ainsi, ils s'embourgeoisent, se bureaucratisent et passent une bonne partie de leur temps à voyager aux frais des pays de l'Est et perdent complètement leur indépendance.



Quatrièmement, les leaders en exil ne dirigent pas leurs partis dans la transparence. Ils ne rendent de comptes à personne sauf à leurs bailleurs de fonds. L'argent devient leur principale préoccupation.

Ces leçons m'ont amené à prendre mes distances à l'égard du PAI, bâti sur le modèle léniniste privilégiant le centralisme au détriment de la démocratie. Louis Althusser, philosophe membre du Parti communiste français a eu la lucidité de percevoir les tares du parti léniniste qui était une usine et une caserne où règnait la discipline de fer peu favorable à toutes discussions. Dans ce parti très centralisé, les dirigeants sont soupçonneux. Ils ont la mentalité des assiégés. Dans son livre *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste* (1978 F. Maspero), il a eu des mots féroces pour dénoncer cette dérive résultant de la militarisation du parti et débouchant sur le « culte de la personnalité ». Il constate que par sa méfiance devant les masses et par son repli sur soi, le parti est dans la société française comme une garnison enfermée dans une forteresse, au lieu d'y être « comme un poisson dans l'eau ». « La forteresse tient et dure, c'est entendu, elle est faite pour ça. Il faut la continuité au parti, c'est entendu ; mais si c'est la continuité d'une forteresse, autant lire Vauban que Marx » (L. Althusser 1978:117).

À mon retour à Paris, j'ai pris le temps de réfléchir sur la nature du parti qui n'était guère composé d'ouvriers, mais de petits bourgeois et qui prétendait instaurer un « socialisme scientifique » dans les pays non industrialisés et dépourvus d'un véritable prolétariat. Malgré tout, j'ai continué à fréquenter la littérature marxiste et les ouvrages des nationalistes africains et à diriger le MEPAI qui était miné par des querelles idéologiques et qui ne répondait plus aux exigences de la lutte sur le terrain.

Dès mon retour en Afrique en 1967, j'ai décidé de ne plus militer au PAI et de ne militer dans aucun parti politique. Ainsi, je bénéficiais d'une liberté qui m'a permis de mesurer les désastres résultant du rapport religieux que beaucoup de dirigeants africains entretenaient avec le marxisme. Mon refus de militer dans les partis politiques ne signifiait pas que je ne m'intéressais plus aux problèmes politiques des pays africains. C'est pourquoi j'avais investi une partie de mon temps à militer dans les syndicats, à donner des conférences et à écrire des articles.

### **Une crise profonde du PAI**

Un document de vingt pages dactylographiées a circulé en 1967. Mais son auteur qui a préféré garder l'anonymat s'est proposé d'examiner la crise profonde traversée par le PAI. Cette crise que des événements récents ont contribué à exacerber, pendant longtemps, a paralysé la vie et l'action du PAI. Cette crise d'ordre politique et moral a affecté gravement l'organisation du parti et compromis déjà le développement du mouvement démocratique au Sénégal.

Un an après sa création, le parti a inspiré et animé le Comité de défense des libertés démocratiques qui a conduit la bataille du Référendum du 28 septembre 1958 sous le mot d'ordre de « Mom Sarew ». L'auteur du document cite Majhemout Diop qui reconnaît l'existence de graves fautes commises par le parti. « Au cours de ces neuf années d'existence, et de par les difficultés inhérentes au terrain, il a commis des erreurs dont certaines très graves. C'est plus que jamais le moment de corriger ces erreurs pour une marche en avant à laquelle notre peuple ne peut, ni ne veut surseoir ».

Ces faits évoqués ne suffisent pas à eux seuls à expliquer ces erreurs selon l'auteur du document qui refuse d'imputer la crise traversée par le PAI à une conjoncture politique défavorable. Il faut chercher ailleurs. La crise est surtout le résultat d'une accumulation continue d'erreurs, parfois très graves, commises dans la pratique du parti au cours de ces dix années d'existence.

Deux questions fondamentales se posent alors : Le PAI a-t-il pu réellement faire de la théorie marxiste-léniniste un guide pour l'action et non un dogme ? A-t-il pu lier la vérité universelle du marxisme-léninisme aux particularités de la révolution au Sénégal ?

L'auteur du document répond négativement à ces questions et dénonce le divorce constaté entre la théorie proclamée et la pratique politique quotidienne du parti.

L'analyse de Majhemout Diop est nettement très insuffisante. Car les corrections et les rectifications indispensables supposent beaucoup plus qu'une simple constatation d'erreurs et le sentiment plus ou moins vague que quelque chose ne va pas.

Selon l'auteur du document, une analyse des erreurs s'impose. On peut classer les erreurs en trois catégories principales :

- 1) Les erreurs liées à des conditions historiques ;
- 2) Les erreurs liées à des erreurs d'appréciation de la situation et à des analyses insuffisantes ;
- 3) Les erreurs liées au style de travail.

Au Sénégal, le parti unifié issu de regroupement de 1956 connaîtra ses premières difficultés avec le transfert de la capitale de Saint-Louis à Dakar.

C'est dans la confusion née de cette situation que naîtra le PAI avec à son programme l'appel à l'indépendance nationale et au socialisme scientifique.

L'accélération des événements politiques au Sénégal n'a pas permis au PAI de prendre la direction effective du mouvement en conduisant les masses à l'indépendance pour affronter plus sûrement la seconde étape débouchant sur la construction du socialisme.

L'auteur du document est très critique à l'égard des positions de la direction : « les dirigeants du parti ont raisonné alors comme si, dès après

l'indépendance, le parti pourrait résoudre à lui seul les problèmes de la décolonisation. C'était surestimer nos forces ».

De plus, tout se passait comme si une avant-garde pourrait réaliser, pour le peuple, la révolution socialiste quand bien même les conditions objectives et subjectives d'une telle résolution n'étaient pas réunies.

L'appréciation de la situation du Sénégal était souvent erronée. La société sénégalaise était considérée *a priori* comme parvenue à un degré suffisant de différenciation avec des contradictions internes devenues à tel point antagonistes qu'il était possible, rapidement, de mener et de réaliser la révolution socialiste sous la bannière d'un prolétariat qu'on ne se donnait pas la peine de définir correctement.

Dans ces conditions, le caractère national et démocratique de la lutte était alors négligé simplement parce que les contradictions étaient déplacées. Tout se passait comme si la logique des options devrait désigner obligatoirement les dirigeants des autres partis comme les ennemis principaux de la révolution.

En réalité, l'ennemi principal restait le même qu'à la période du colonialisme classique même si, à tout moment, il réussissait à s'assurer des alliés qu'il faut connaître et dénoncer de façon conséquente.

C'est seulement une telle confusion qui peut expliquer l'ambiguïté apparente de certains mots d'ordre tels que « gouvernement d'union nationale », « africanisation des cadres » faisant alors appel à tous les nationaux susceptibles de s'engager dans une lutte patriotique. De tels mots d'ordre, fort justes par ailleurs, et traduisant parfaitement la réalité nationale, auraient dû permettre d'éviter certaines attitudes sectaires dictées surtout par des soucis de propagande partisane et qui ne pourraient conduire qu'à entretenir des illusions et brouiller les perspectives.

D'autres erreurs sont liées au style de travail dans le parti. Une utilisation abusive du centralisme démocratique a conduit à étouffer la démocratie dans le parti pour instaurer un dirigisme total des instances supérieures. Le comité central était rapidement devenue une chambre d'enregistrement laissant au secrétaire politique (SEPO) la direction exclusive de l'organisation. La personnalité du Secrétaire général était devenue tellement envahissante que sa volonté était souvent confondue avec les décisions du parti tout entier.

Les conditions de la clandestinité et le cloisonnement du travail instauré depuis 1960 peuvent être invoqués comme des facteurs ayant été à l'origine des erreurs du PAI.

La priorité accordée à l'agitation au détriment de la propagande n'a débouché sur aucun résultat immédiat. Tout ce travail est rapidement abandonné sans que la situation nouvelle créée par la clandestinité puisse être considérée comme une raison suffisante. Des justifications ont été même cherchées dans l'apathie des masses ouvrières et à l'état arriéré de leur développement.

En direction de la paysannerie, certaines initiatives comme la « colonisation révolutionnaire » relèvent de la pure fantaisie. Les problèmes concrets qui se posent à cette classe déshéritée ont été relégués au second plan, comme si quelques éléments « décidés », organisés en commandos paramilitaires, pouvaient accélérer la maturation de la révolution dans ce milieu.

Il semble même, qu'après avoir constaté que l'action politique habituelle ne permettait pas d'atteindre rapidement le but visé, c'est-à-dire la conquête du pouvoir, la direction ait décidé de changer de méthode et de préparer la guérilla. C'est alors que, sous prétexte de formation politique à l'extérieur, beaucoup de jeunes furent recrutés hâtivement, sans discernement ni critère valable, pour être envoyés dans les pays socialistes en vue des stages non définis, la plupart d'entre eux ignorent parfois même jusqu'à l'objet véritable de leur mission.

Ce fut alors la grande aventure, avec, quelques mois plus tard, les échos du « maquis » au Sénégal Oriental et en Casamance à la grande surprise des militants de l'intérieur, le déclenchement d'une nouvelle offensive du gouvernement, des trahisons spectaculaires, la détérioration des relations avec l'Union Soudanaise RDA et le gouvernement du Mali entraînant la liquidation de la dernière base du parti dans l'Ouest Africain. C'est là où ont conduit l'aveuglement, l'impatience révolutionnaire, le volontarisme et les tendances blanquistes inaugurées par une direction à l'extérieur réduite à quelques éléments et coupée des réalités concrètes au Sénégal.

D'autres faiblesses sont liées au peu d'intérêt accordé à la solution de certaines contradictions secondaires qui ont revêtu parfois, dans le parti, un caractère aigu. Il s'agit d'oppositions ethniques ou régionales qui ont entraîné surtout au niveau de la direction un esprit de clan fondé davantage sur des affinités personnelles, familiales ou régionales. Il s'agit parfois aussi de conflits de compétences entre diverses catégories d'intellectuels, conflits souvent exploités à tort pour inventer une opposition entre intellectuels et ouvriers ou entre les intellectuels et les « autres ». Cette situation, exploitée de façon exagérée, est responsable d'un certain climat malsain fait d'incompréhensions, de rivalités sourdes, voire même de suspicion.

Autant d'erreurs ne pouvaient conduire qu'à la crise que le parti a connue depuis 1964. Cette crise se manifeste par plusieurs faits : la désorientation et la désaffection de nombreux militants, des activités anarchiques et parfois liquidatrices d'une direction extérieure de plus en plus coupée de la base, une paralysie d'une direction intérieure incapable de trouver une solution convenable aux nombreux problèmes en suspens dans le parti, des tendances liquidatrices ayant abouti à la création d'organisations pseudo marxistes, dissidentes et rivales.

Pour les militants demeurés fidèles au parti, cette situation intolérable ne pouvait plus durer. Cette prise de conscience devait conduire à la tenue d'une conférence nationale de redressement qui a réuni des délégués de six régions sur

sept ainsi qu'un certain nombre de cadres choisis pour leur dévouement et leur longue expérience du parti.

Cette conférence devait prendre, à titre provisoire, les mesures conservatoires suivantes :

- Suspension provisoire des organes centraux (CCSGP),
- Election de directions provisoires au niveau du comité central et du SEPO,
- Suspension du secrétaire général du parti de ses fonctions,
- Désignation du camarade Amath Dansokho pour assurer les relations extérieures du parti en milieu ouvrier.

La conférence chargeait d'autre part le nouveau Comité central d'entreprendre rapidement une étude critique de l'action du Parti au cours de ses dix années d'existence, et de faire un rapport sur la question à une seconde conférence qui sera convoquée ultérieurement.

Cette étude doit porter notamment sur :

- la nature prolétarienne du parti,
- le rôle des militants marxistes dans les organisations de masse,
- la cause des insuffisances ou des échecs de la pénétration du parti en milieu ouvrier et en milieu paysan.

Ces questions ont été posées aux diverses instances du parti, et sans pouvoir donner actuellement un point de vue général, nous pouvons dire, concernant la première question, que le caractère prolétarien du parti se limite encore simplement à ses options. Ni son contenu, ni sa pratique politique ne le distinguent fondamentalement des autres partis sénégalais. Le PAI ressemble ainsi davantage à un parti progressiste qui cherche sa voie qu'à un parti marxiste-léniniste conséquent.

Le rôle des militants dans les organisations de masse, comme les efforts de pénétration en milieu ouvrier et en milieu paysan, souffriront de cette ambiguïté. Dans la pratique, les efforts déployés pour pénétrer dans les milieux de la classe ouvrière sont restés si faibles que dix ans après sa création, le PAI apparaît encore comme un parti pour ouvrier.

Un certain dogmatisme révolutionnaire qui a conduit souvent à raisonner par analogie, sans analyser comme il convient, la réalité sociale et découvrir les leviers qui permettent seuls de mobiliser et d'entraîner les masses dans des actions positives. Dans le parti régnaient une certaine surestimation de ses propres forces et une sous-estimation des forces de l'adversaire. Parfois, il s'agit simplement d'une impatience se manifestant par un certain volontarisme et conduisant à croire que le pouvoir est à portée de main, simplement parce qu'on a formulé théoriquement les voies et moyens permettant d'atteindre ce but.

Tout en se référant au marxisme, on a souvent négligé les facteurs objectifs qui doivent fonder, soutenir et alimenter l'action révolutionnaire des masses. Cette attitude a conduit bien souvent à se couper de ces masses, après avoir soulevé leur enthousiasme, dans des actions souvent disproportionnées avec les possibilités réelles du mouvement. Les événements de Saint-Louis de 1960 en sont la meilleure illustration malgré tous les aspects positifs de cette grande épreuve. Le parti, encore jeune et très faible, a engagé toutes ses forces dans la bataille des élections municipales, confondant les réactions sentimentales des populations de cette ville à des manifestations concrètes d'un esprit révolutionnaire. La direction du parti n'a pas eu alors suffisamment de clairvoyance pour éviter la provocation d'un adversaire plus puissant. Ce fut la dissolution du parti, l'arrestation de la majorité de ses cadres, l'exil, etc.

Mais le redressement du parti suppose surtout un réexamen sérieux de sa ligne politique, de ses méthodes ainsi que des bases sur lesquelles doit reposer son action révolutionnaire.

C'est donc à la lumière de la situation concrète du Sénégal, de l'expérience du mouvement de libération nationale dans ce pays, de la position respective des diverses forces sociales dans ce mouvement que les dirigeants doivent fonder leur stratégie et leur tactique.

Les contradictions inhérentes à l'ordre nouveau opposent la majorité du peuple au système colonial et ses agents recrutés sur place, au sein du peuple, les éléments les plus résolus se recrutent parmi l'intelligentsia progressiste et la classe ouvrière. Ce sont les représentants de ces couches sociales qui animeront les mouvements mettant ouvertement en cause des privilèges exorbitants des tenants du régime pour engager les larges masses dans la lutte pour l'émancipation politique, économique et sociale.

Par son caractère et par son but, la lutte du peuple sénégalais a été et demeure une lutte de libération nationale. Elle s'apparente à celle de tous les peuples dressés contre la domination, l'oppression et l'exploitation et s'inscrit dans le cadre de la lutte plus générale de ces peuples contre l'impérialisme.

L'indépendance conquise en 1960 est une première victoire des forces progressistes et patriotiques. Elle ouvre une phase nouvelle de construction nationale qui suppose au préalable des efforts de décolonisation des structures et des mentalités, de liquidation de tous les freins au développement économique et social d'une nation en création.

Pour résoudre correctement ces problèmes, il importe de serrer de près la réalité nationale afin de dégager clairement et objectivement les caractéristiques essentielles de la situation du Sénégal d'aujourd'hui. Il faut aussi considérer avec beaucoup d'attention l'évolution du mouvement de libération du peuple sénégalais et tenir suffisamment compte de tout ce qui fait la personnalité de ce peuple : son génie propre, sa culture et son histoire.

Sur le plan général, on peut retenir certains traits caractéristiques du pays : souveraineté récemment acquise dans un pays sous-développé évoluant dans la sphère du système capitaliste, structures sociales et économiques en pleine évolution, mainmise de l'impérialisme sur les secteurs essentiels de l'économie et sur l'éducation, présence d'une grosse bourgeoisie d'affaires d'origine étrangère dont la force repose sur sa position économique privilégiée et sur l'influence qu'elle exerce sur le pouvoir et la politique du pays et la liquidation des libertés démocratiques.

La tâche essentielle réside, à l'époque actuelle, dans une nouvelle impulsion à donner au mouvement de libération nationale en détruisant les mythes qui obscurcissent la conscience populaire et en entreprenant des actions vigoureuses contre le régime en place.

Ces diverses considérations soulignent une fois de plus le caractère *national et démocratique* de cette étape nouvelle de notre lutte qui devait pouvoir mobiliser l'ensemble des patriotes sénégalais. Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions. Chaque classe, chaque couche sociale lutte pour ses propres intérêts. Il est donc nécessaire de connaître les divers intérêts qui soutiennent cette lutte pour déceler les forces susceptibles de mener la révolution à son terme, définir la position exacte de chaque classe et couche sociale, résoudre le problème des alliances des diverses forces sociales les plus ou moins engagées dans la même bataille. Une connaissance précise des contradictions au sein du peuple aidera à aborder le problème en dehors de tout doctrinarisme et de tout dogmatisme.

Les auteurs du document reconnaissent avec Majhemouth Diop que :

notre société est loin d'être la copie conforme de la société européenne. Si tout observateur impartial peut mettre en évidence des barrières sociales visibles, un examen plus approfondi révèle également toutes sortes de liens et d'imbrications entre les classes. Et quand on passe de l'existence objective des classes à leur comportement, l'on est obligé de tenir compte d'un ensemble de phénomènes. Ces phénomènes arrondissent les angles et adoucissent, dans la période actuelle, les luttes de classes. Ce qui est loin de signifier que la lutte des classes ne s'est pas renforcée en Afrique au cours de ces dernières années.

À côté des contradictions inévitables au sein du peuple, il ne faut pas oublier que la contradiction principale demeure celle qui oppose l'ensemble du peuple sénégalais aux forces de l'impérialisme et du néo-colonialisme, même si cette contradiction est masquée par le système de domination indirecte en vigueur depuis l'indépendance. C'est d'ailleurs l'activité accrue de l'impérialisme qui sert de toile de fond au développement de toutes les autres contradictions qui existent au Sénégal.

Objectivement, toutes les classes et couches sociales des pays africains sont exploitées à des degrés différents par les forces du néocolonialisme. Leurs réactions sont cependant assez différentes. Les forces sociales se définiront donc par rapport à cette contradiction principale :



- 1) Les forces qui luttent de façon conséquente contre l'impérialisme et le néocolonialisme : intellectuels progressistes, ouvriers avancés ;
- 2) Les forces qui subissent de façon inconsciente l'exploitation de l'impérialisme et du néocolonialisme : paysannerie, lumpenprolétariat, petite bourgeoisie nationale réduite à un rôle parasitaire ;
- 3) Les forces qui soutiennent consciemment ou inconsciemment l'impérialisme contre les intérêts du peuple : minorité privilégiée de la bourgeoisie administrative et politique.

La définition de ces diverses forces doit être objective pour éviter le subjectivisme et le dogmatisme qui entraînent fatalement des erreurs graves.

Une connaissance profonde des lois générales du développement historique d'une part et une attention particulière accordée à la révolution africaine en ce qui concerne son caractère, son originalité, ses principales forces et ses diverses étapes, d'autre part, permettront seuls d'éviter des erreurs qui risquent de faire le jeu de l'ennemi principal et de retarder la lutte.

Aux mesures conservatoires déjà énoncées visant l'organisation, s'ajoutent d'autres, plus importantes, destinées à résoudre le problème dans son fond.

Il importe en effet :

- 1) Repenser sérieusement la politique du parti pour traduire plus fidèlement les aspirations des masses populaires en partant de leurs propres préoccupations, en un mot pour mieux refléter les réalités nationales et inscrire plus effectivement notre action dans le cadre du mouvement général de libération nationale.

C'est le lieu de rappeler qu'il ne suffit pas de recommander formellement la liaison constante avec les masses, mais de veiller à ce que cette liaison soit effective. Il n'y a pas de recette miracle pour assurer cette liaison. Il appartient aux cadres et aux militants de faire un effort d'imagination pour mieux comprendre les sociétés africaines et aussi de rester toujours fidèles à leurs options qui n'ont de valeur que si elles permettent au peuple sénégalais d'aller de l'avant.

Pour ce faire, il importe de connaître parfaitement les contradictions au sein du peuple, de les apprécier correctement pour découvrir à chaque étape les mots d'ordre mobilisateurs et unitaires pour engager le maximum de forces progressistes dans la lutte contre l'ennemi principal : le colonialisme et ses alliés.

On ne saurait assez recommander aux militants à tous les niveaux d'exploiter au mieux les possibilités légales de lutte dans le cadre des mouvements de masses (syndicats, mouvements de jeunes, mouvements d'étudiants, etc.), les associations ethniques, les dahira qui sont à l'heure actuelle des tribunes irremplaçables pour la diffusion des idées progressistes.

C'est dans ces organisations que les masses font leur expérience de la démocratie et cherchent à résoudre un grand nombre de problèmes importants que les partis politiques négligent habituellement. De plus, ces formes d'organisation sont plus adaptées aux structures actuelles de la société sénégalaise et peuvent constituer des groupes de pression capables d'influencer favorablement les formations politiques de type classique.

#### 2) Restaurer la démocratie à l'intérieur du parti

L'unité de pensée et l'efficacité dans l'action à l'intérieur du parti exigent, quelle que soit la situation, que les grandes décisions intéressant l'orientation, la stratégie et la tactique, soient comprises et acceptées par tous les militants qui doivent participer effectivement, et selon des formes à définir, à leur élaboration. Les instances supérieures sont là pour veiller à l'exécution des décisions élaborées en commun et non pour se substituer à l'ensemble du parti pour élaborer des ordonnances avec un pouvoir discrétionnaire.

Il n'y a de discipline que quand les militants à tous les niveaux jouent pleinement leur rôle et assument entièrement leurs responsabilités.

#### 3) Rendre la primauté au parti à l'intérieur

Les exigences de la lutte et la nécessité de refléter à tout moment les préoccupations des masses populaires commandent impérativement que la direction du parti reste, dans la mesure du possible, sur le terrain même de la lutte, ou qu'en tout cas, la politique du parti soit inspirée et orientée par ceux-là même qui sont les mieux placés pour traduire fidèlement les aspirations des masses et apprécier les conditions de la lutte.

#### 4) Adapter l'organisation aux conditions de la clandestinité

Une expérience récente a montré combien le cloisonnement était nécessaire pour éviter la cascade d'arrestations à l'occasion d'une trahison ou d'une défaillance.

5) Une approche plus réaliste des problèmes sur la base, non plus de vagues impressions ou d'un simple réflexe révolutionnaire, mais d'une étude approfondie de ces problèmes, notamment la nature de l'économie sénégalaise depuis 1960. Le sens et la portée des transformations sociales en cours, la nature et le degré des contradictions qui existent au sein du peuple, avec l'impérialisme et entre les puissances inter-impérialiste au Sénégal.

Il faut définir une politique d'unité qui suppose avant tout le redressement et le renforcement du parti. Il serait illusoire de penser que le cours des événements dépend uniquement de la volonté du parti. Son rôle est d'agir positivement sur ces événements et non les subir en restant à leur remorque, encore moins de chercher à aller à contre courant.

Il existe actuellement une opposition manifeste entre les éléments progressistes et une minorité de la bourgeoisie administrative et politique actuellement au pouvoir. Ces deux forces luttent pour la direction du mouvement. Les premiers comptent sur la justesse de leurs positions et leur capacité révolutionnaire, les seconds sur l'appareil d'État, de forts appuis extérieurs et l'état arriéré de larges masses sur le plan économique, social et culturel.

Ces masses à conquérir sont composées de différentes couches avec des degrés différents de maturité et des intérêts eux-mêmes différents sans être forcément opposés pour le moment :

- Une couche supérieure formée par une petite bourgeoisie intellectuelle au sens large, tiraillée par des soucis légitimes de la promotion sociale et un désir de changement politique, surtout chez ses éléments les plus jeunes dont les perspectives sont de plus en plus sombres. L'aristocratie ouvrière elle-même peut être assimilée à cette couche sociale par sa nature, ses ambitions et son comportement ;
- La bourgeoisie nationale, encore jeune et faible économiquement qui, aujourd'hui, a pris nettement conscience de ses limites parce que convaincue que la grosse bourgeoisie étrangère qui contrôle sans partage l'économie nationale a intérêt à freiner son développement en la confinant à un rôle subalterne de simple intermédiaire.

Cette bourgeoisie louche vers les tenants du pouvoir pour trouver une solution à ses difficultés actuelles et ménager le gros capital, commercial et financier étranger considéré encore comme un mal nécessaire. Le désir de changement de cette masse fluctuante est manifeste si l'on considère les critiques à peine voilées qu'elle formule. Les récriminations alimentent l'opinion dans les villes et même dans certains milieux de la campagne. Le rapport de forces dépend en partie de la position de cette couche sociale qui reste très influente dans tous les milieux.

Sa position habituelle est jusqu'à présent d'observer une certaine prudence. Elle contribue à renforcer la classe au pouvoir. De grands efforts du parti sont à déployer dans sa direction.

La paysannerie constitue la couche la plus déshéritée, mais aussi la plus difficile à entraîner dans la lutte en raison de nombreux facteurs négatifs liés à son degré d'évolution, la nature de l'économie paysanne au Sénégal, le caractère archaïque des instruments de production et une dépendance étroite de cette économie à des facteurs extérieurs ou climatiques qui échappent encore, dans une large mesure, au contrôle même de l'État.

C'est aussi une couche sociale peu évoluée, encore fortement marquée par des survivances des sociétés aristocratiques, et par conséquent très sensible aux arguments d'autorité. Pour l'essentiel, l'indépendance nationale n'a d'autre signification pour elle qu'un simple changement de tutelle, les changements

intervenues, depuis, restant trop superficiels pour améliorer sensiblement sa situation ou au moins lui ouvrir des perspectives vraiment nouvelles.

Pour la grande majorité de cette paysannerie, c'est encore un problème de survie qui se pose : manger, boire, s'abriter. Une seule issue semble s'offrir : fuir un milieu hostile et aller grossir le prolétariat des villes dans l'espoir de trouver un travail plus intéressant.

Toutefois, par son importance et par les nombreux problèmes qui se posent à elles, la paysannerie reste une force politique potentielle non négligeable.

Depuis 1951, avec le suffrage universel, la force des partis politiques se mesure à leur degré de pénétration en milieu rural. La paysannerie n'en reste pas moins une simple masse de manœuvre qui ne réussit pas encore à influencer la politique sénégalaise dans le sens de ses intérêts propres. Un long travail est à faire pour une telle prise de conscience.

Ces forces sociales rapidement caractérisées présentent des liens parfois très étroits qui sont le reflet d'une société de transition non encore parvenue au stade où des barrières étanches séparent et opposent des classes différentes. La réussite pour un homme est encore considérée comme une promotion pour l'ensemble de sa famille, voire même pour toute son ethnie et la solidarité familiale ou ethnique passe bien souvent avant la solidarité de classe.

Cette particularité des sociétés peu développées s'atténue cependant considérablement dans les villes qui se modernisent à un rythme très rapide et où les organisations de travailleurs se battent effectivement sur des positions de classe. C'est donc dans ce prolétariat urbain que se recruteront les meilleurs cadres de la révolution.

Le regroupement des forces progressistes n'exclut pas *a priori* une organisation indépendante du prolétariat rendue d'autant plus nécessaire que l'expérience prouve que la petite bourgeoisie, prête à tous les compromis avec l'impérialisme, a déjà retardé considérablement le mouvement général de libération de notre peuple. Sans nier le rôle important que cette couche sociale peut encore jouer, le prolétariat ne doit plus lui abandonner la direction de la lutte. En tant que classe la plus exploitée, un de ses objectifs principaux du moment doit être la conquête de la direction du mouvement révolutionnaire.

Ce prolétariat doit être considéré dans son sens le plus large. C'est en effet une catégorie sociale qui recouvre, non seulement toute personne n'ayant, pour vivre, que son salaire, c'est-à-dire la rémunération de la force de travail qu'elle met à la disposition des propriétaires des moyens de production et d'échanges, mais également toute une catégorie de travailleurs indépendants (exploitants agricoles, artisans, commerçants) réduits à la nécessité de mettre leur force de travail à la disposition de ces mêmes propriétaires de moyens de production et d'échanges. Le sens qu'on donnait à ce terme dans la Rome antique s'étendait même à tout citoyen pauvre qui n'est considéré comme utile qu'au regard des enfants qu'il engendre.

De ce point de vue, les masses sénégalaises sont prolétaires ou prolétarisées dans leur grande majorité. Les forces les plus conscientes et les plus combattives de ce prolétariat se recrutent parmi les ouvriers, les fonctionnaires, les employés de secteur public et du secteur privé, les jeunes et les étudiants. Ces forces se retrouvent déjà dans des organisations syndicales souvent bien organisées.

La petite bourgeoisie industrielle et commerciale elle-même est regroupée au sein d'une Union des groupements économiques du Sénégal dont le dernier congrès, tenu récemment à Dakar, a posé clairement le problème de l'indépendance et appelé ses adhérents à lutter effectivement dans ce sens.

### Conclusion

Ces mémoires d'un militant étudiant sont essentiellement destinés aux jeunes Africains qui veulent continuer le combat en faveur de l'indépendance et le développement des pays africains. Il ne s'agit pas pour les gens de ma génération d'égrener des chapelets du souvenir, mais de transmettre leurs expériences politiques, syndicales et sociales. Il appartient aux jeunes actuels d'en tirer les leçons qui leur permettront de reprendre le flambeau de la lutte dans un contexte tout à fait nouveau. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à publier les différents textes que j'ai pu produire durant ma vie militante d'étudiant. C'est un héritage que j'entends léguer aux jeunes Africains qui ne l'accepteront que sous bénéfice d'inventaire.

Mon expérience est celle d'un homme né au moment où la crise de 1929 a eu des effets néfastes au Sénégal, qui a vécu les affres de la Seconde Guerre mondiale, et qui a été entraîné dans le tourbillon de la lutte pour l'indépendance qui s'est développée en Afrique noire après la victoire des Forces alliées contre l'hitlérisme.

Entré à l'école primaire au moment de la déclaration de guerre en 1939 et titulaire du certificat d'études primaires élémentaires en 1945, j'ai vécu sous le régime de Vichy qui nous a contraint à chanter à la gloire de Philippe Pétain, chef d'État français, la fameuse chanson « Maréchal, nous voilà ».

Ayant eu la chance d'être reçu à l'examen d'entrée en sixième classe au lycée Faidherbe fréquenté par les fils des cadres de l'administration coloniale (européens ou antillais), par des fils de privilégiés africains (planteurs de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, fonctionnaires ou chefs coutumiers) et les fils de quelques Saint-Louisiens, j'ai eu le privilège d'avoir été admis à l'internat, un magnifique instrument de formation, d'émulation, d'échanges et de discipline. C'est au lycée que j'ai pu acquérir le goût de la lecture et la passion de connaître. Ainsi les gens de ma génération ont pu accéder à un nationalisme culturaliste qui nous a rendu sympathiques les écrivains français de la Pléiade, et notamment Ronsard et Du Bellay, qui ont défendu et illustré la langue française. Cela nous a incités à avoir l'ambition de défendre et d'illustrer les langues africaines. Ce nationalisme culturaliste naissant à la recherche des cultures et des civilisations

africaines nous a amenés à aimer la Renaissance française. Il n'est pas étonnant que Cheikh Anta Diop, auteur en 1948 d'un article *Faut-il une renaissance africaine ?* ait été le porte-drapeau du nationalisme africain en publiant *Nations Nègres et Culture* en 1954.

Ma première rencontre avec le marxisme a eu lieu dans la dernière année de mon séjour au lycée (1952). Cheikh Sidia Berthé et Théodore Bankolé, un élève du Dahomey qui disposaient de livres marxistes et notamment des livres de Mao Tsé-toung m'ont permis de connaître le marxisme.

Le souci de nous cultiver était déjà manifeste au lycée. C'est pourquoi dès que je suis entré à l'université de Dakar, j'ai créé une association dénommée *Les Amis de la culture de Diourbel*. Mon militantisme à l'Association générale des étudiants de Dakar (AGED) d'abord, à l'Union Générale des Étudiants d'Afrique Occidentale (UGEAO), et à l'Association des Étudiants Musulmans Africains (AMEA) ensuite, m'a permis d'acquérir une riche expérience politique et syndicale.

Mon séjour de onze ans en France m'a ouvert les portes d'un vaste champ de savoir dans beaucoup de domaines. Paris, centre politique syndical et culturel de la France, est un lieu par excellence de confrontation, d'affrontement et d'échanges de toute nature. Mon militantisme au sein du Parti communiste français, du Parti Africain de l'Indépendance, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) m'ont permis d'être à l'école de la vie et de m'enrichir d'un capital d'expérience que j'ai essayé de mettre au service des peuples africains. C'est dans cet esprit que j'ai essayé d'écrire ces mémoires d'un étudiant qui est un pur produit tropical de la Renaissance, du siècle des Lumières et du XXe siècle dominé par la pensée de Marx.



Réception à l'Assemblée nationale de la Chine organisée par Chou En Lai, août 1959